



En collaboration avec le Ministère Délégué auprès
du Ministre d'État à l'Éducation Nationale, Chargé de l'Emploi
et la Formation Professionnelle et des Technologies
de l'Information et de la Communication



Organisation
internationale
du Travail

2012-2014

PROMOUVOIR L'EMPLOI PRODUCTIF ET LE TRAVAIL DECENT DES JEUNES EN MAURITANIE

DOCUMENT DE CAPITALISATION

Composante nationale du projet programme

*"Promouvoir l'emploi productif et le travail décent des jeunes en
Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie"*



Copyright © Organisation internationale du Travail
Première édition 2013

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d’auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d’auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d’autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l’adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d’un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu’en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l’organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

ISBN : 978-92-2-229341-4 (imprimé)
978-92-2-229342-1 (web pdf)

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n’impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n’engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n’implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu’un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l’adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org. Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Rédaction :	Federico Barroeta
Secrétaire de rédaction :	Stéphane Bardinet
Relecture :	Pauline Sene
Conception graphique :	Michel de Jésus
Crédit photos :	Stéphane Bardinet, Yarci Acosta, Federico Barroeta, Israel Rodriguez

Imprimé au Sénégal

PROMOUVOIR L'EMPLOI PRODUCTIF ET LE TRAVAIL DECENT DES JEUNES EN MAURITANIE

DOCUMENT DE CAPITALISATION

Composante nationale du projet programme
“Promouvoir l’emploi productif et le travail décent des jeunes en
Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie”

SOMMAIRE

Préface	5	5. Créer des opportunités durables pour les jeunes à travers les emplois verts	56
Introduction	6	5.1 Promouvoir l'emploi des jeunes dans des secteurs porteurs verts. Analyse des opportunités réelles sur le marché de travail pour les jeunes demandeurs d'emploi.	56
I. Les bases du projet	8	5.2 Stratégie pour assurer la durabilité des actions et maximiser l'impact sur les jeunes au niveau rural.	58
1.1 Un projet adapté dans un cadre global	8	6. Processus de concertation et de structuration des réseaux pour l'emploi	63
1.2 Les rencontres initiales/ états des lieux pour la mise en œuvre	12	6.1 L'orientations	63
1.3 Une Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour la mise en œuvre du projet	13	6.2 L'organisation des centres	65
2. Méthodologie et quelques recommandations à capitaliser	15	6.3 Les perspectives du réseau	68
2.1 L'approche partenariale	16	7. La communication et le plaidoyer au service de l'emploi	72
2.2 Les partenariats opérationnels	17	7.1 Pourquoi une stratégie de plaidoyer dans le cadre du projet	72
2.3 Les Choix des thématiques	19	7.2 Les objectifs	73
2.4 Le tripartisme du BIT et l'ouverture aux autres des acteurs	19	7.2.1 Les activités	73
3. L'insertion des jeunes et l'employabilité : un appui à la structuration de l'offre de services pour l'emploi	21	7.3 Une stratégie de plaidoyer pour informer et éduquer : comment sensibiliser	74
3.1 L' appui aux services d'orientation et aux Services publics pour l'Emploi ..	22	7.4 Le projet « Rap Citoyen Mauritanie » a eu lieu du 02 / 03 au 15 / 07 2013 à Nouakchott	76
3.2 Des programmes de formation pour les conseillers en emploi et la coopération sud-sud	25	7.4.1 Les Phases	76
3.3 Le développement d'une méthodologie pour l'amélioration de l'employabilité des jeunes Mauritaniens	25	7.4.2 Le déroulement du processus	77
3.3.1 Les Outils de l'employabilité	26	7.4.3 Le Contenu du CD Room	79
3.3.2 Les idées, concepts et politiques, outils d'action	28	7.5 La Semaine du BIT	79
3.3.3 La formation de formateurs « relais » pour démultiplier les connaissances	34	7.5.1 Les principes directeurs et canaux de communication	79
4. L'éducation financière des jeunes et de leur famille : un outil au service de l'emploi décent	40	7.5.2 Les Matériaux de diffusion	80
4.1 La justification du choix de l'éducation financière pour les jeunes	40	7.5.2 Le site www.emploisjeunemauritanie.wordpress.com	80
4.2 Le contexte et objectif de la mise en place du programme	40	Annexe	82
4.3 L'élaboration des outils d'éducation financière	42		
4.4 La diffusion des outils	45		
4.5 La synthèse Mauritanie	50		
4.6 Les Perspectives et mesures d'impact	52		

PRÉFACE

En Afrique de l’Ouest et dans les Maghreb, des milliers de jeunes sont confrontés au chômage et au sous-emploi. Cette précarité risque de limiter leurs capacités et suppose un frein au développement de la société et la cohésion sociale.

En Mauritanie et malgré des progrès dans la diminution de l’incidence de la pauvreté depuis les années 1990, la création d’emplois productifs et décents reste un défi majeur pour le pays. Ainsi, l’incapacité à générer des emplois décents et productifs suffisants limite la création de compétences nécessaires pour les jeunes et leur participation dans la vie économique active. En effet, les crises alimentaires récurrentes et l’insécurité économique, continuent à marquer le futur des plus jeunes générations de Mauritaniens. Ces facteurs, associés à une arrivée massive dans le marché du travail des milliers de jeunes en quête d’emplois souvent sans qualifications ou peu qualifiés en plus des migrations internes fruit de l’exode rural, demandent des réponses urgentes et appropriées.

Pour le BIT, la recherche d’un travail décent et la perspective d’améliorer les revenus pour subvenir aux besoins des familles et de la communauté sont les facteurs déterminants pour l’inclusion sociale de la jeunesse.

Le jeune doit être en mesure de mieux construire son parcours socioprofessionnel et d’améliorer son employabilité. Cette démarche individuelle demande une action collective pour le soutenir dans ce long chemin vers l’emploi. La formation, l’accompagnement, les compétences de gestion ou l’accès aux services financiers de base et durables sont des leviers incontournables pour améliorer sa capacité d’insertion dans le monde du travail.

C’est dans ce contexte que le BIT a lancé un programme d’actions innovantes afin de promouvoir l’emploi en Mauritanie. Ce travail, encouragé par l’appui du Département en charge de l’emploi a été mis en œuvre par le Bureau EAT/BP à Dakar. Par ailleurs, la coopération inestimable des autres départements techniques du BIT tels que Finances Solidaires et Migrant a été d’un grand apport pour la réalisation de ce programme. Des avancées significatives pour l’amélioration de l’employabilité, de l’inclusion financière se sont produits en un temps record. Ainsi, des stratégies pour informer et accompagner des jeunes, des campagnes d’éducation financière sont des résultats qui nous encouragent pour le futur. Les milliers des jeunes ayant eu accès à des formations nous encouragent à continuer avec ce travail.

Ce travail initié par Gianni Rosas et son équipe Emploi à Genève et à Dakar sème le germe de futures actions dans le pays. Force est de constater de même l’engagement du gouvernement et plus particulièrement du Ministère de l’Emploi, la Formation Professionnelle et des TICs mais aussi de nombreux partenaires tels que les syndicats, le secteur privé, les ONGs ou même les associations de jeunes. Ce travail continue sous l’impulsion de la Direction de la Promotion de la Microfinance et de l’Insertion Professionnelle.

La mise en œuvre du projet a été possible grâce l'implication du directeur adjoint et point focal au sein du Bureau EAT/BP, Dramane Haidara. En tant que spécialiste emploi pour le bureau, il a su intégrer une équipe de collaborateurs sur le terrain avec Federico Barroeta et Sidi Mohamed Ould Cheikh. Son expertise technique et sa présence en Mauritanie, ont guidé le travail réalisé et ont assuré l'atteinte des résultats.

Nous tenons à exprimer notre gratitude à tous ceux ayant activement contribué au développement des activités au sein du BIT en particulier Redha Ameer, Cheikh Badiane, Khadijettou Mint Mohamed El Boukhary, Claude Yao, Acharaf Ouedrago, Séverine Deboos-David, Guité Diop, Yousra Hamed, Israel Rodrigues, Rafik Hamimi, Mohamed Babah, Pauline Léonard, Pauline Sene et Yarci Acosta. Nous espérons que les organisations travaillant au soutien jeunes trouveront dans les programmes de formation en employabilité, en éducation financière des instruments durables et efficaces dans le futur.

François Murangira

Directeur du Bureau de l'OIT a Dakar

PARTIE I. LES BASES DU PROJET

L'engagement de l'OIT pour l'emploi des jeunes

En juillet 2009, un Pacte mondial pour l'emploi a été adopté à l'unanimité par les 183 pays membres de l'OIT (ministres en charge du travail, employeurs et travailleurs et appui de certains chefs d'État pour cette initiative) pour surmonter la crise économique actuelle en créant des emplois et en protégeant les droits des travailleurs. L'OIT s'engage particulièrement auprès des groupes les plus touchés par la crise, tels que les jeunes.

Le but de cet engagement est d'aider les personnes à retrouver un travail décent, concept central des politiques économiques.

Les réponses possibles à ces difficultés peuvent être les suivantes :

- aider les demandeurs d'emploi à se réinsérer économiquement ;
- renforcer les services publics de l'emploi pour une offre de services de qualité ;
- développer les programmes de formation professionnelle et d'acquisition de compétences entrepreneuriales ;
- aider à la reconversion des travailleurs pour améliorer leur employabilité, surtout celle des groupes les plus vulnérables.

1.1 Un projet adapté dans un cadre global : le PPTD

<http://www.ilo.org/public/english/bureau/program/dwcp/download/mauritanie.pdf>

Dans le cadre de son programme « *Promouvoir l'emploi des jeunes productif et le travail décent des jeunes en Mauritanie* », le Bureau international du Travail (BIT) a travaillé entre mars 2012 et décembre 2014 sur des actions concrètes favorisant l'emploi décent et productif des jeunes en Mauritanie. Ce travail amorce la mise en œuvre du Programme de Promotion du Travail Décent (PPTD). Il a été rendu possible grâce au financement de l'Agence espagnole de Coopération internationale et de développement. Aujourd'hui, plusieurs outils et bonnes pratiques ont vu le jour et une dynamique a été amorcée auprès de tous les acteurs de l'emploi et de la formation pour assurer le succès des objectifs que le BIT s'est fixés pour améliorer le travail de la jeunesse en Mauritanie.

Au niveau global, ce projet national s'inscrit dans le programme « *Promouvoir l'emploi productif et le travail décent des jeunes en Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie* » et se donne pour objectif d'améliorer l'efficacité des politiques et des programmes pour l'emploi des jeunes dans ces quatre pays. Le motif principal de la stratégie est basé sur le constat que seules les interventions ou mesures soutenues au fil du temps et à longue portée peuvent avoir un impact durable sur l'amélioration des perspectives de l'emploi des jeunes.

Par ailleurs les actions réalisées s'inscrivent dans le cadre de l'Agenda sur le travail décent de l'OIT dans le pays ainsi que dans celui des priorités de développement identifiées par les Plans nationaux de développements et DELPS respectifs. Les activités de ce projet trouvent leurs fondements dans le premier Programme pour la Promotion du Travail Décent (PPTD) signé en 2012. Ce programme cadre favorise la collaboration entre la Mauritanie et le BIT et couvre la période de 2013 à 2015. Le premier axe prioritaire de ce PPTD est basé sur « **la promotion d'emplois décents pour les jeunes hommes et femmes, en milieu urbain et rural** ».



L'emploi décent pour les jeunes s'appuie sur une stratégie de développement centrée sur l'emploi, la mise en place de filets sociaux de protection et des transferts sociaux ainsi que des changements de gouvernance dans les institutions, une évolution de la législation pour mettre fin aux mécanismes qui participent à la création et à la perpétuation de la pauvreté

Pour coller à la réalité mauritanienne et répondre aux défis, une adaptation du programme a été réalisée sous la direction du Ministère en charge de l'Emploi, de la Formation et des Technologies de l'Information et de la Communication. Un comité de gestion a été institué pour favoriser un pilotage des activités nationales et leur appropriation par les acteurs locaux. Mettre le ministère... Dans ce sens, le BIT et les partenaires ont centré leurs efforts sur les objectifs suivants :

- Le renforcement des capacités des institutions du marché du travail pour développer des politiques et des programmes inclusifs pour l'emploi de jeunes ;
- La réalisation d'un ensemble intégré de programmes innovants, sous-tendu par la mutualisation des actions des autorités publiques, des partenaires sociaux, de la société civile et du secteur privé, qui ont été à la base du succès du programme..

La communication et la mise en place d'outils pour faciliter aussi bien les parcours des jeunes que le travail des organisations socio-économiques d'orientation ont été prioritaires. Le constat que les jeunes demandeurs d'emploi échouent souvent par manque d'information, autant sur les opportunités et la connaissance du fonctionnement du marché de l'emploi que sur leurs capacités propres, ont guidé cette démarche. En conséquence, des outils ont été créés et disséminés, en partenariat avec d'autres projets travaillant sur des thématiques proches, comme celle du projet Migrant du BIT.

L'équipe du BIT a encouragé une approche innovante et ouverte, adaptée aux particularités de la Mauritanie, pour donner des réponses adéquates aux jeunes demandeurs d'emploi et aux structures en charge de la migration de main-d'œuvre. Plus spécifiquement, elle a travaillé dans les domaines suivants :

- Renforcement des structures en charge de l'orientation socioprofessionnelle de la gestion du marché de l'emploi, avec des institutions telles que l'ANAPEJ, la Direction de la Microfinance et de l'Insertion ou encore avec les centres guides et d'emploi des ONG et des syndicats ;
- Adéquation de la formation professionnelle aux exigences nationales et internationales pour accorder les besoins de formation et d'emploi, en donnant des clefs pour l'amélioration de l'employabilité en partenariat avec la Direction de la Formation Professionnelle et de l'Institut National de la Formation Professionnelle et Technique ;
- Mise en place de systèmes innovants à travers les investissements et l'éducation financière des migrants, et favoriser l'accompagnement à l'insertion socioéconomique des jeunes.

Les supports créés qui systématisent les procédures et l'offre de service d'accompagnement sont disponibles et resteront un acquis pour le pays.

Le travail en commun avec le projet a repris les axes de travail transversaux répondant à la Tout au long de la période 2009-2012, notre équipe s'est employée à travailler selon ses mêmes axes qui s'appliquent aux différents objectifs :

- L'amélioration de l'employabilité et la gestion de l'information du marché de l'emploi, entendu comme le développement des capacités des demandeurs d'emploi et des migrants pour s'intégrer sur un marché de l'emploi de plus en plus exigeant, en travaillant aussi bien avec les bénéficiaires directs qu'avec les autres acteurs dans le domaine de l'insertion.
- Le développement des outils de communication pour l'intégration, la réinsertion et l'éducation financière des migrants et de leurs familles, couvrant l'ensemble du cycle migratoire et permettant de valoriser les transferts d'argent.
- Le développement et la génération d'opportunités en prêtant un regard attentif aux secteurs porteurs tels que les emplois verts comme vecteurs de développement local et pour mieux orienter les politiques de promotion de l'emploi et les investissements productifs des migrants.
- Le développement des réseaux et le soutien à l'orientation socioprofessionnelle permettant de développer des capacités locales et l'orientation des jeunes demandeurs d'emploi et des migrants en établissant des plateformes de référence et de dialogue entre les régions d'origine et de destination.

Ce document s'adresse avant toute chose aux institutions qui partagent la vision selon laquelle la création d'emploi pour les jeunes n'est pas un ensemble d'actes isolés, mais un processus de transformation qui se réalise parce que les différents acteurs (agents, partenaires, opérateurs, bénéficiaires, prestataires...) interviennent à tous les niveaux (maso, méso et micro). L'apprentissage des expériences réussies ou non est un élément fondamental.

La promotion de l'emploi des jeunes dans le PPTD

1. Accroître les capacités des institutions nationales de promotion de l'emploi des jeunes.
2. Accroître les capacités des partenaires sociaux sur les questions liées à l'emploi des jeunes.
3. Renforcer les structures de formation professionnelle et leurs performances au bénéfice des jeunes.
4. Concevoir et mettre en œuvre les mesures ciblées relatives aux jeunes rencontrant le plus de difficultés sur le marché du travail.
5. Améliorer l'employabilité des bénéficiaires (hommes et femmes) de la formation professionnelle.



Au long de cette publication, une analyse du soutien et de la collaboration avec l'institution permettra de bien connaître les méthodologies qui ont permis d'atteindre des résultats concrets. Cet apprentissage sauvegardera le travail réalisé par l'Etat Mauritanien, le BIT et leurs partenaires et constituera la base de nouvelles collaborations pour assurer une continuité d'action en matière d'emploi des jeunes.

Les résultats du Projet sont présentés en analysant d'abord les facteurs de réussite, les domaines d'intervention et la conceptualisation avec des schémas d'intervention. Enfin, des fiches en annexe permettent de faire référence à chacun des résultats.

Il est indispensable de remercier l'Espagne qui a soutenu notre travail depuis 2012 en finançant ce programme de coopération technique à travers l'Agence Espagnole de Coopération internationale (AECID) et en particulier de son bureau de coopération technique en Mauritanie.



Des actions concrètes et des informations orientées au soutien des jeunes à la recherche d'emploi

Le projet a dû travailler à différents niveaux pour atteindre ses objectifs

1.2 Les rencontres initiales / états des lieux pour la mise en œuvre

Une évaluation rapide des différents acteurs, des rencontres bilatérales et des réunions de base ont permis de dresser un état des lieux nécessaire pour mieux orienter les activités et améliorer l'impact.



a) Etudes de base

Analyse des rapports du BIT Migrant

Le projet a pu bénéficier des analyses réalisées par le projet du BIT « Bonne Gouvernance de la Migration et son lien avec le développement ». Les conclusions des rapports sur la Migration Féminine en Mauritanie et sur les opportunités dans les régions d'origine ont permis de mieux comprendre la problématique de l'emploi dans le pays et les régions les plus touchées par le chômage.

Rapports sur les emplois verts et les opportunités vertes pour les jeunes

Par ailleurs, une étude conjointe réalisée avec le projet BIT Migrant et l'ONG Enda Tiers-Monde a permis d'avoir une vision claire sur les chaînes de valeur vertes et les opportunités en Mauritanie. Ce travail a été approfondi par une étude sur l'éco-construction en Mauritanie en 2013.

Ces études ont permis d'identifier les besoins dans trois secteurs de dégager trois filières pour arriver jusqu'à la formulation du projet :

- i) l'agriculture biologique,
- ii) la maçonnerie en pierre et argile,
- iii) la maintenance des équipements solaires et éoliens.

Comportements financiers des jeunes et des migrants

Une évaluation rapide des besoins des institutions et des jeunes en matière d'inclusion financière a permis de mieux comprendre la pertinence de travailler sur ces questions avec Finances solidaires. Par la suite des tests avec des matériaux développés dans d'autres contextes ont montré la pertinence d'adapter les modules d'éducation financière au public jeune en Mauritanie.



1.3 Une Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour la mise en œuvre du projet

Il est nécessaire de dresser un diagnostic sur la capacité des partenaires possibles du BIT dans les phases initiales, afin de mieux circonscrire les contours du programme.

LES PROCESSUS D'IDENTIFICATION AVEC LE GOUVERNEMENT ET LES PARTENAIRES :

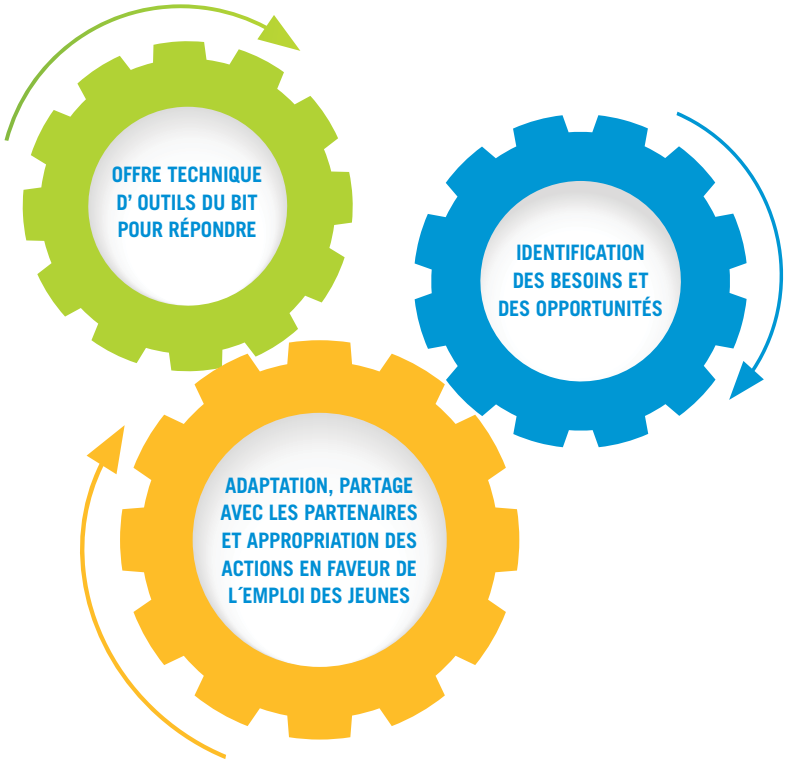
un projet ancré sur les besoins des jeunes et des organisations d'accompagnement

Analyse interne	
Forces	Faiblesses
1. PPTD signé en 2012 et coopération entre l'état Mauritanien et le BIT. 2. Existence de deux projets intervenant directement ou indirectement dans le domaine de l'emploi des jeunes. 3. Disponibilité des partenaires internes et des départements à appuyer la mise en œuvre des différents axes de travail par des partenariats avec plusieurs départements notamment le département Finances solidaires, Emplois verts. 4. Connaissance du terrain et des formes de communication les mieux adaptées au contexte mauritanien. 5. Existence de partenaires pouvant mobiliser des ressources humaines et financières suffisantes pour le programme. 6. Existence de réseaux de formateur liés aux BIT sur la problématique de l'auto-emploi et l'emploi des jeunes.	1. Mauvaise compréhension / Manque d'expérience de certains partenaires dans la mise en œuvre de programmes sur le terrain tels que l'éducation financière. 2. Faible disponibilité des données sur les jeunes et et non structurées (sexe, âge, degré d'alphabétisation). 3. Lourdeurs administratives compte tenu du fait que le BIT est une agence non résidente. 4. Limites des ressources disponibles aussi bien financières que humaines.
Analyse externe	
Opportunités	Menaces
1. Importance de la thématique de l'emploi des jeunes en Mauritanie et implication du Ministère. 2. Importance du développement et de la modernisation des acteurs étatiques dans le domaine de l'insertion comme par exemple avec le Cap Insertion. 3. Ouverture du projet à un nombre important d'acteurs variés tels que les syndicats, les ONG nationales et internationales. 4. Pays favorable à l'établissement de programmes innovants pour mesurer. 5. Initiatives favorables en faveur de l'emploi réalisées depuis 2012, en particulier le Forum de l'emploi. 6. Prédisposition pour la mobilisation des financements pour la formation professionnelle des formateurs.	1. Résistances culturelles à l'approche du BIT sur certaines thématiques liées aux travaux manuels et notamment dans la construction pour certains groupes de jeunes. 2. Existence d'interdits traditionnels et résistances culturelles vis-à-vis du comportement financier en Mauritanie. 3. Inexistence d'une vision globale du marché de l'emploi et des statistiques fiables pour communiquer. 4. Ressources limités dans les budgets publics et des organisations dans les budgets de l'année 2013.

PARTIE II. MÉTHODOLOGIE

ET QUELQUES RECOMMANDATIONS À CAPITALISER

Les aspects méthodologiques ont permis d'inclure et de répondre aux besoins à tous les niveaux d'intervention. Cette approche différenciée en fonction des besoins des publics (jeunes, gouvernements, partenaires sociaux, ONG ...) et les dynamiques participatives ont favorisé la responsabilisation, la réponse en termes stratégiques et la conception d'instruments pratiques.



1

Quels sont les préoccupations des jeunes ?

- Employabilité, formation, connaissance des marchés et des opportunités, formations ?
- Comment arriver à les toucher ?
- Quelles sont leurs moyens de communication préférés ?

2

Quels sont les besoins de renforcement des partenaires ?

- Quels outils du BIT sont les plus adaptés ?
- Quelles formules de formation sont les plus adaptées pour la Mauritanie ?

3

Comment croiser les besoins des jeunes et la réponse des partenaires ?

- Comment transformer l'offre d'assistance du BIT en un produit mauritanien pour améliorer l'impact ?
- Comment initier une dynamique participative ?
- Comment assurer la continuité ?

2.1 L'approche partenariale

L'approche partenariale est un des fondements de la mise en œuvre du projet : avant d'initier toute activité, une analyse préalable des initiatives en cours est réalisée. L'objectif de ce travail était de déterminer la valeur ajoutée du travail du projet en y associant les autres organisations. Cette approche a permis de mieux connaître les différentes institutions et de créer des liens et des réseaux entre les organisations. Ce travail de réseautage a facilité la consolidation des acquis du projet.



Des **partenariats internes** ont permis de consolider le travail réalisé par le département Emploi des Jeunes en y incluant d'autres départements. Ces partenariats ont donné au projet un avantage technique unique lors de sa mise en œuvre. Les collaborations régulières, les échanges de bonnes pratiques et un soutien technique ont permis d'améliorer la pertinence des interventions du projet.

Les partenariats internes

Comment mobiliser des ressources internes au-delà du département Emploi des Jeunes pour atteindre les objectifs du projet et renforcer la capacité de réponse opérationnelle ?

Finances solidaires

Le projet a permis de développer des outils d'éducation financière avec un soutien effectif du département Finances solidaires pour les jeunes en français et en arabe. L'éducation financière s'est avérée être une étape fondamentale vers l'inclusion financière des jeunes Mauritaniens. Ce département spécialisé dans l'inclusion financière a pour objectif de réaliser des instruments et des programmes financiers leviers au service de l'emploi.

Emplois Verts

D'importantes opportunités de création d'emploi verts existent dans le pays, telles que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ou l'écoconstruction, en particulier dans les bassins migratoires. Les capacités de réorientations sont basées sur le travail du BIT et son département technique emplois verts.

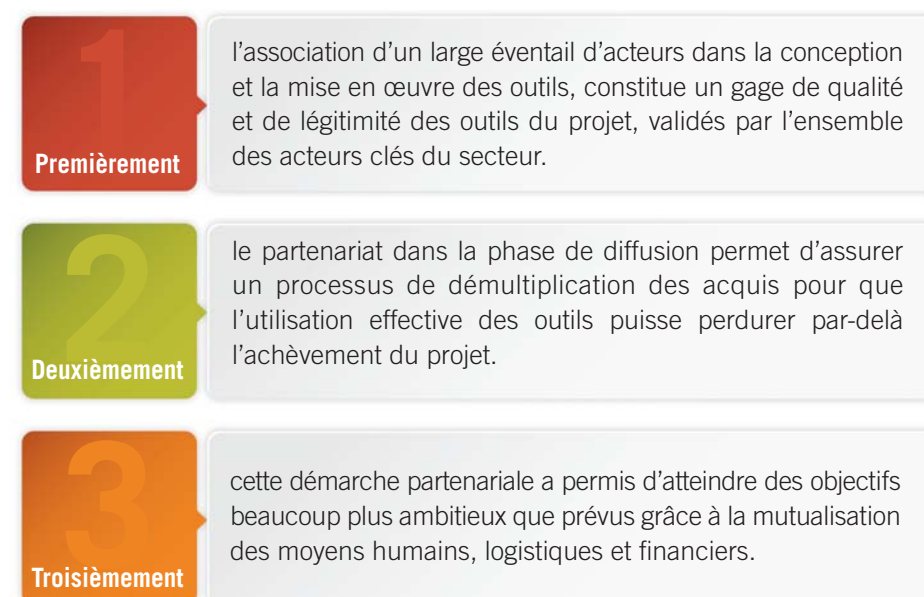
Migrant

Les passerelles entre la migration et l'emploi des jeunes ont permis de capitaliser les travaux du BIT Migrant. Par ailleurs, les liens entre migrations internes de main-d'œuvre, insécurité économique et chômage sont avérés. Le respect des droits des migrants devait être assuré.

2.2. Les partenariats opérationnels

La coopération du **Bureau Technique de la Coopération Espagnole à Nouakchott** a été fondamentale. Ce bureau a encouragé la collaboration avec les ONGs ayant reçu des financements AECID et permis la démultiplication, via le financement d'ONG espagnoles ou de partenaires, et notamment de mieux connaître les outils mis en place par le BIT dans le cadre de ce projet. Suite à ces réunions de partage, des conventions de partenariat pour la démultiplication des modules en éducation et financière ont été signées en 2012 avec différentes structures : notamment avec Caritas et le Centre Guide des Migrants de la CGTM en Mauritanie (financé par l'AECID).

Le projet a réussi à nouer des partenariats opérationnels pour la mise en place et/ou la diffusion des différents outils. Cette recherche systématique de partenaires poursuit trois objectifs précis.



Quelques exemples de partenaires opérationnels :

Partenaires	Coopération	Valeur ajoutée
Direction pour la Promotion de la Microfinance et de l'Insertion	Appuis pour la création d'outils sur les questions de formation en orientation socioprofessionnelle, inclusion financière et création du Manuel pour l'employabilité	Structuration des connaissances dans leur travail sur les micro-finance et l'amélioration de l'employabilité qui complète le travail réalisé par la Direction pour la Promotion de la Micro-finance et le projet GRET Cap Insertion
Confédération générale des Travailleurs de Mauritanie	Formations en orientation et en éducation financière	Appui à l'offre de services de leur centre Guide pour les Jeunes demandeurs d'emploi qui complète le travail fait avec l'AECID et les syndicats espagnols.
L'Institut national de Promotion de la Formation technique et professionnelle de la Mauritanie (l'INAP-FTP)	Travail conjoint pour la création des compétences nécessaires notamment par la création de curricula de formation en emplois verts	Création de modules de formation spécifiques non couverts pour des nouveaux métiers verts tels que l'entretien et la réparation d'installations solaires, l'agriculture biologique et la maçonnerie en pierre et argile
Pole emploi et ANAPEJ	Travail conjoint de formation des Services Publics pour l'Emploi et identification des besoins d'information	Mise en place de formations plus complètes en alliant les modules de formation du BIT et ceux de la coopération sud-sud de Pôle Emploi, Anapec (SPE Maroc) et l'ANAPEJ (SPE Mauritanie)

L'efficacité de l'aide est liée à la complémentarité des actions entre les partenaires techniques et financiers.

Le travail avec Pôle Emploi.

Un travail conjoint avec Pôle Emploi s'est concentré sur l'appui à l'Agence Nationale de l'Emploi des jeunes (ANAPEJ). Ce travail s'est décliné sur deux axes : le renforcement de la capacité des agents des services publics et l'adaptation de la base Accueil Emploi au contexte mauritanien. Sur ce dernier point, le BIT a participé au processus de dialogue comme institution ayant initié le projet pour l'adaptation d'un Système d'information pour l'intermédiation. Il sera impliqué dans le suivi postérieur.



2.3. Les choix des thématiques

Les différents choix opérés dans le projet ont été constamment validés par le bailleur de fonds au niveau local et compris comme une opportunité de partage et de capitalisation d'expériences en relation avec d'autres intervenants. Le projet qui a démarré avec du retard a su s'adapter aux besoins du pays. En effet, les programmes d'éducation financière et d'employabilité correspondent aux besoins identifiés par les acteurs et partenaires dans la mise en œuvre de leurs projets. Ces choix stratégiques ont facilité les collaborations et les partenariats. Par ailleurs, des collaborations avec les autres Agences de Nations Unies, notamment la FAO et PNUD, ont suscité un intérêt sur les questions d'inclusion financière et du « verdissement » l'emploi.

La communication et les méthodologies de sensibilisation sur ces questions ont permis de mieux partager ces thématiques.

2.4. Le tripartisme du BIT et l'ouverture aux autres de acteurs

L'Organisation internationale du Travail intervient de façon continue avec des projets de coopération technique depuis 6 ans à travers son équipe Appui technique au travail décent pour Afrique de l'Ouest. Les partenaires nationaux mauritaniens ont pour la plupart une large expérience de collaboration avec l'OIT, particulièrement dans les domaines de l'emploi et de la protection sociale. S'agissant d'emplois des jeunes, un premier projet régional sur la bonne gouvernance des migrations a permis de créer et d'asseoir des bases sur l'importance de l'emploi de jeunes. Les activités des projets ont permis d'assurer la présence régulière du BIT dans le pays. Cette ouverture englobe d'autres acteurs tels que les ONGs et la société civile.

Au-delà de l'expertise technique avérée du BIT, les partenaires saluent l'approche du tripartisme, intrinsèque au BIT, qui vise à promouvoir une concertation et une collaboration effective entre les gouvernements, les employeurs et les syndicats.

Des acteurs comme les syndicats, souvent exclus des discussions sur la promotion de l'emploi, ont été associés pleinement aux échanges au sein du projet en Mauritanie. Leurs avis et préoccupations ont toujours été pris en compte. L'emploi étant compris comme un processus, il doit nécessairement être intégrée dans les autres politiques nationales : développement local, contribution aux services sociaux de base, participation au développement local des communautés d'origine, etc.

Cependant, le tripartisme intrinsèque à l'action du BIT, pourrait, selon les partenaires, adopter des stratégies différenciées pour une plus grande participation des mandants, notamment des organisations d'employeurs. Dans ce sens, il serait judicieux de renforcer les points périodiques de communication de manière à éveiller l'intérêt stratégique et opérationnel des employeurs : ils participeraient ainsi plus activement à toutes les composantes du projet, notamment Accueil Emploi. En effet, un rapprochement du secteur privé permettrait d'augmenter les performances du Système pour l'Intermédiation pour l'Emploi.



LES SYNDICATS UN ACTEUR CLEF
POUR LA PROMOTION DE L' EMPLOI DANS LE PAYS

Entretien avec Mamadou Niang de la Confédération
générale des Travailleurs de la Mauritanie

Quels sont les résultats importants qui ont été obtenus avec la collaboration du BIT, à travers ses différents projets en Mauritanie ?

Tout d'abord, permettez-moi de parler au nom de la CGTM/Centre Guide, des résultats obtenus lors des différents projets. Ils sont nombreux en termes de formations en Education Financière et un peu en Employabilité mais aussi en termes de stratégies d'orientation dans le marché de l'emploi.

Qui sont les principaux bénéficiaires de cette collaboration ?

Les principaux bénéficiaires sont les femmes de ménage, (souvent des migrantes) et des jeunes que nous formons pour accéder au marché de travail. Le programme d'Education Financière s'est ajouté à la formation et à l'appui que nous faisons dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR). L'Education Financière leur a permis de mieux gérer leur petit revenu et de l'améliorer.

Quelles sont les perspectives à envisager dans le cadre de nouveaux projets ?

A l'avenir, nous envisageons d'élargir les formations en Education Financière à travers toutes les structures, antennes régionales de la CGTM dans le pays afin de répondre à leurs besoins mais aussi de protéger et de fructifier leurs revenus. Ce travail a consolidé nos actions et le rôle de notre centrale syndicale dans la promotion de l'emploi.

PARTIE III. L'INSERTION
DES JEUNES ET L'EMPLOYABILITÉ

UN APPUI À LA STRUCTURATION DE L'OFFRE
DE SERVICES POUR L'EMPLOI

Le travail initié par le BIT en 2008 en Mauritanie a permis de dresser les besoins des différents services travaillant dans l'insertion des jeunes et l'intermédiation. Le projet a pris la relève et a essayé de répondre à ces défis. Au niveau public, le projet a pu travailler avec l'Agence nationale pour l'Emploi des Jeunes, la Direction pour la Promotion de la Microfinance et de l'Insertion et les structures de la Formation professionnelle.

Principales demandes identifiées en orientation et intermédiation de l'emploi :

Quoi ?	Comment ?	Qui ?
Structuration du métier et des compétences dans les domaines de l'orientation et de l'insertion.	• Création de méthodologies pour structurer l'offre de service. • Mise à disposition de manuels de procédures et d'opérations. • Formations du personnel et coaching pour l'application concrète avec les bénéficiaires directs.	• ANAPEJ, DPMI, INAP, Direction de la Formation Professionnelle. • ONG : Gret, Caritas, Réseau des Jeunes.
L'information et les Systèmes d'Intermédiation pour l'Emploi et la visibilité des opportunités sur les marchés de l'emploi.	• Travail pour l'adaptation de logiciels de « jobmatching » adaptés au pays sur le modèle d'Accueil Emploi.	

Le premier pas pour l'amélioration des services d'intermédiation est de disposer d'outils adaptés au pays. Pour améliorer l'offre de services des institutions impliquées, il est apparu important de mettre à disposition des orienteurs socioprofessionnels des outils simples en mesure de faciliter leur travail. Parallèlement, ces outils devraient améliorer la vision des jeunes demandeurs d'emploi et des bénéficiaires directs et partant de là, de faciliter la construction de leurs parcours pour leurs recherches.

En effet, l'accompagnement des personnes dans la recherche d'un emploi exige une meilleure connaissance des besoins, une inscription des demandeurs d'emploi aux niveaux international et national, et une bonne définition et structuration des métiers pour l'orientation socioprofessionnelle. Ce travail devait avoir un double impact tant pour la réinsertion potentielle des migrants et la facilitation des demandes d'emploi à l'international, que sur l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi.

Ainsi ces champs d'intervention peuvent se décliner sur deux axes :

- Renforcer les services publics de l'emploi ;
- Créer une méthodologie de l'employabilité pour l'orientation et l'insertion pour améliorer le travail d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Ces deux axes visent à faciliter les recrutements et la professionnalisation des personnels des services publics de l'emploi et des organisations agissant dans le domaine de l'insertion.

3.1 L'appui aux services d'orientation et aux Services publics pour l'Emploi

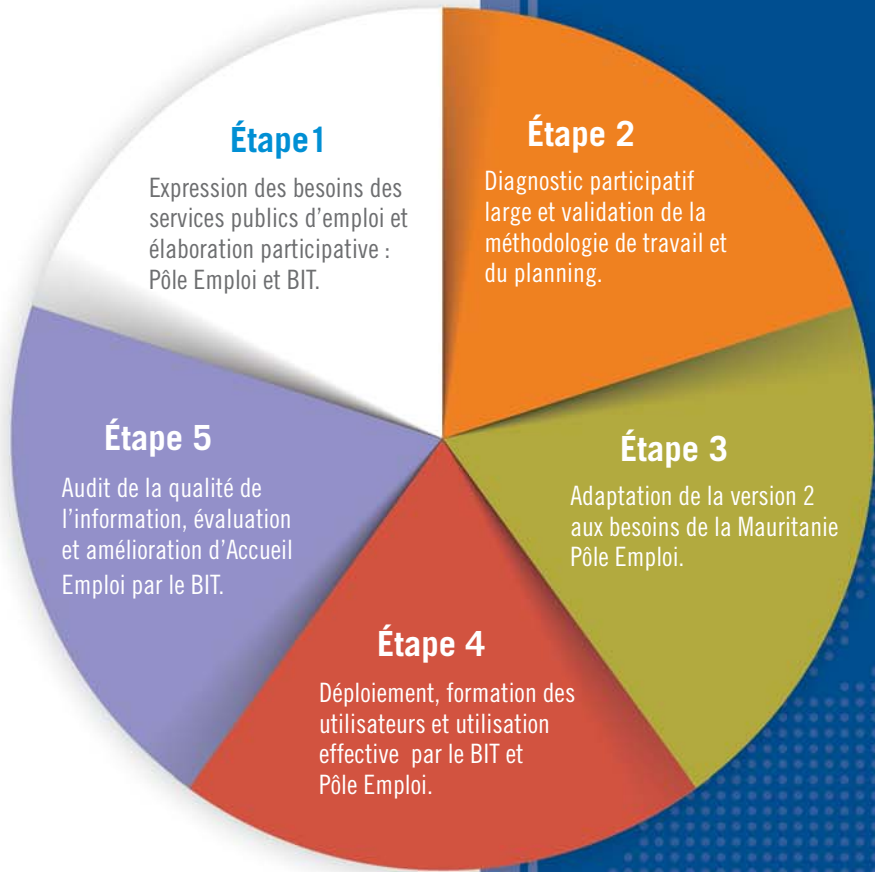
a. Accueil Emploi

La base de données Accueil Emploi est un produit destiné aux services pour l'emploi développé initialement par le BIT et appuyé ensuite par Pôle Emploi. En Mauritanie, cet outil a fait d'abord l'objet d'un processus d'élaboration participatif entre le BIT et Pôle Emploi, suivi d'une mise en production par l'ANAPEJ avec la collaboration de Pôle Emploi. L'objectif de ce Système pour l'Intermédiation aux services publics de l'emploi est de mettre en adéquation l'offre et de la demande (jobmatching). Avec les efforts réunis de ces trois acteurs, la Mauritanie a bénéficié de l'expertise accumulée par le BIT et ses partenaires au cours des six dernières années dans six pays de la sous-région.

Avantages pour les bénéficiaires

Quoi ?	Comment ?
Assistance à la recherche d'emploi	• En préparant le demandeur d'emploi. • En développant une stratégie de recherche d'emploi.
Placement	• En dressant un registre d'information sur les offres d'emploi en cours. • En analysant les offres plus spécifiques pour les candidats.
Formation / Prescription de formations	• En faisant sienne, l'idée d'une formation comme un complément. • En trouvant une formation.
Information sur le marché	• En recueillant un nombre important d'informations sur les opportunités d'emploi et sur les demandeurs d'emploi. • En générant des statistiques fiables.
Profilage / évaluation des compétences	• En analysant à l'avance les compétences et les besoins du demandeur d'emploi.

Cinq étapes pour l'amélioration du service rendu d'Accueil Emploi pour la Mauritanie



Rôle des conseillers en emploi

- Ajouter, modifier ou supprimer le dossier des demandeurs d'emploi ;
- Assurer le suivi des demandeurs d'emploi pendant tout le processus de recherche d'emploi avec des conseils, des prescriptions et des actions.

Selon la structuration des ressources humaines dans chaque service public pour l'emploi et dans chaque pays, les fonctions des conseillers peuvent varier.

SCHEMA DU PARCOURS D'UN DEMANDEUR D'EMPLOI ET D'UN EMPLOYEUR

Demandeur d'emploi	Employeur
1. Le demandeur d'emploi dépose son dossier de candidature auprès des points d'inscription les plus proches de son domicile.	1. Le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements adopte une démarche de prospection et va rencontrer les employeurs. Il les inscrit sur Accueil Emploi.
2. L'agent enregistre le dossier dans la base de données Accueil Emploi et passe un entretien avec le candidat.	2. L'employeur envoie une offre d'emploi qui est enregistrée dans Accueil Emploi.
3. Les données d'Accueil Emploi sont actualisées en temps réel et disponibles.	
4. Quand une offre d'emploi nationale ou internationale arrive, le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements effectue une recherche dans la base Accueil Emploi. Une liste de candidats présélectionnés (selon le nombre requis par l'employeur) réunissant les critères minimum est dressée et envoyée à l'employeur.	
5. L'agent régional informe les candidats de leur présélection.	5. L'employeur effectue sa sélection du ou des candidats selon ses propres modalités (entretien, test...).
6. Après la sélection, l'agent met à jour les dossiers des candidats sélectionnés ainsi que des présélectionnés.	6. L'employeur informe le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements de son choix (personnes retenues). Dans le cas où aucun candidat ne correspondrait aux attentes de l'employeur, le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements cherche à savoir pourquoi.
7. Tout au long de son parcours (emploi, formation...), le demandeur d'emploi reçoit un suivi personnalisé.	7. Le responsable des relations avec les employeurs et des recrutements continue de mener une démarche prospective auprès de l'employeur avec un suivi systématique.
8. Grâce aux outils statistiques de la base, le service public de l'emploi dispose d'informations fiables et actualisées.	

Fonctionnement

La base de données est accessible par Internet. Les utilisateurs disposent d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe permettant un accès sécurisé et une traçabilité complète des actions réalisées sur la base de données.



3.2 Des programmes de formation pour les conseillers en emploi et la coopération sud-sud

Un programme de formation spécifique sur l'intermédiation inclue : les marchés internationaux, l'accompagnement du projet professionnel, la gestion et le suivi des entretiens, et enfin, l'éthique dans le recrutement. Ce programme est dispensé aux conseillers en emploi en leur qualité de personnel des différents services en charge de l'intermédiation pour l'emploi national et international, à savoir l'Agence nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANAEJ).

Une formation commune BIT- ANAPEC- POLE EMPLOI pour un meilleur service d'orientation des jeunes

Une collaboration entre les services public pour l'emploi de France (Pôle Emploi), et ceux du Maroc (ANAPEC) ont permis de réaliser un processus de mise à niveau de 50 agents d'intermédiation. Ce travail a permis de combiner les approches pédagogiques du BIT et celles de l'ANAPEC pour l'amélioration de l'orientation socio-professionnelle. Pôle Emploi a soutenu cette initiative et a été à l'origine de cette coopération sud-sud. Cette synergie répondait au mandat commun du projet BIT et des initiatives de Pôle Emploi. Cette formation a permis aux agents de l'ANAEJ de mieux connaître leur travail pratique.

49 conseillers ont été formés en français et en arabe

3.3 Le développement d'une méthodologie pour l'amélioration de l'employabilité des jeunes Mauritaniens

L'employabilité en quelques chiffres pour la Mauritanie

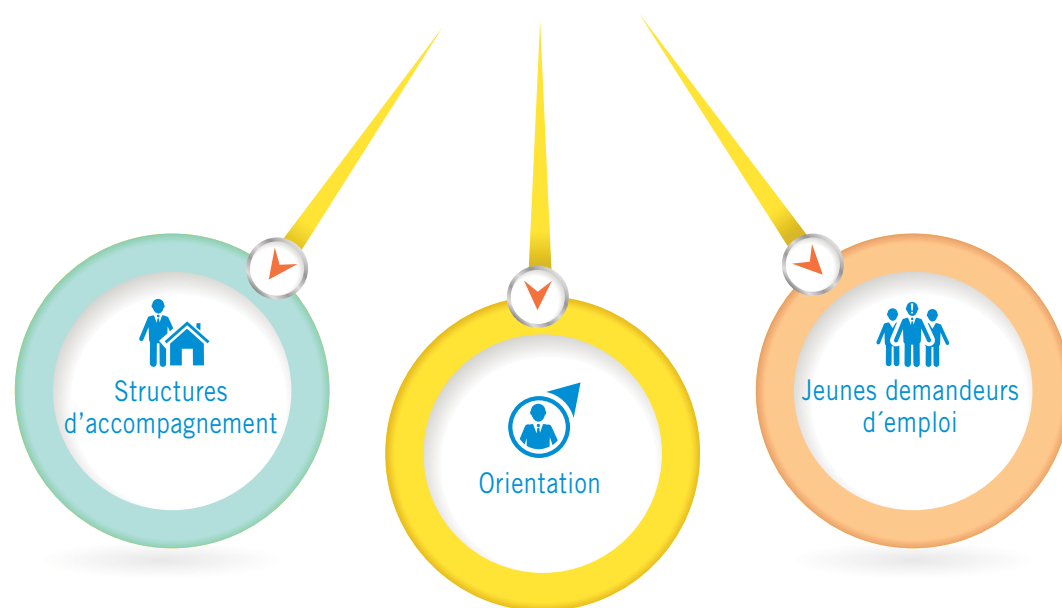
- 500 Jeunes formés directement à effet démonstratif.
- 6000 Jeunes sensibilisés lors du festival Assalamalekum (juin 2013) et par 5 dispositifs mobiles et de proximité.
- 55000 jeunes touchés par les émissions de radio spécifiques (basé sur les taux d'audience Nouakchott de la Radio Jeunesse).
- 120 Formateurs.
- 6 séances de formation de formateurs.

Le volet « employabilité » du projet, dont les outils sont présentés ci-après, cible toute personne en recherche d'emploi et en particulier les jeunes.

Pour ce volet, le projet BIT Emploi des Jeunes a travaillé en partenariat avec le projet Migrant du BIT pour adapter la méthodologie Employabilité créée pour le Sénégal au contexte mauritanien.

Cette méthodologie visait notamment à renforcer l'employabilité d'individus au travers d'actions d'accompagnement à la construction de projets professionnels individuels ou collectifs.

MÉTHODOLOGIE BIT EMPLOYABILITÉ



3.3.1 Les Outils de l'employabilité

Pour son approche en Mauritanie, le BIT a englobé toutes les actions visant à construire 'un parcours d'insertion professionnelle, le projet professionnel n'étant que l'une des étapes fondamentales du parcours. Travailler sur cet axe semble en effet constituer une approche pertinente pour le pays compte tenu du manque d'information.

Le projet visait à appuyer les jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle et à renforcer les capacités des professionnels en charge de leur accompagnement et de leur orientation.

Ces outils ont été élaborés de façon participative sous la tutelle de la Direction de l'Insertion et de la Microfinance en impliquant les institutions publiques et privées (ministères, services publics de l'emploi, structures de formation, syndicats, associations, chambres consulaires, collectivités locales, agences, structures d'appui, etc.).

La collaboration entre la Direction de la Promotion de la Microfinance l'Insertion et le Cap Insertion du Gret : un atout pour le projet BIT

« La Direction de l'Insertion préside, depuis 2012, le Comité du Pilotage du projet Emploi productif et travail décent en Mauritanie. La DI a une double vocation : le pilotage des politiques/programmes d'emploi et de la micro-finance et la mise en œuvre de ces programmes. Cette direction a un partenariat avec le Gret pour créer des centres d'orientation avec le GRET. Pour pérenniser l'expérience par un ancrage au sein des institutions publiques mauritaniennes, Cap Insertion a été transféré en partie sous la tutelle Directe du Ministère de l'Emploi, de la Formation et des TICS et le GRET se positionnera en tant qu'assistant technique à la Direction pour le pilotage et la mise en œuvre des antennes d'insertion. Le projet du BIT a su trouver une valeur ajoutée en s'assurant de mettre à disposition de ce mécanisme des outils structurants qui complètent leur travail. »

Un objectif d'implication des acteurs à toutes les étapes de manière à faciliter leur autonomisation et leur appropriation de la démarche et des outils

Ces outils sont :

- Le **Manuel de l'employabilité** destiné en priorité aux professionnels ;
- Le **Livret de l'employabilité** destiné aux jeunes ;
- Les **messages clés** destinés au grand public.

Qu'est-ce que l'employabilité ?

L'employabilité est entendue comme la capacité à être employé ; elle est comprise de façon dynamique comme un processus perpétuel et interactif d'adaptation au marché du travail tout au long de la vie professionnelle : elle peut être définie comme la capacité à obtenir un emploi initial, à conserver son emploi, et à trouver un autre emploi si nécessaire.

Autrement dit, c'est la « capacité que possède un individu à obtenir un emploi satisfaisant compte tenu de l'interaction entre ses propres caractéristiques personnelles et le marché du travail ». Cela sous-tend la notion de construction d'un parcours d'insertion professionnelle qui s'inscrit dans la durée. Cette construction peut être facilitée par des services d'accompagnement et d'orientation professionnelle efficaces et personnalisés, qui s'adressent à des individus de tout âge, à toutes les étapes de leur vie, pour les aider à faire leurs choix éducatifs ou professionnels et à gérer leur évolution professionnelle. Améliorer et renforcer ces services peut avoir un réel impact sur l'insertion durable des personnes dans la vie active.

3.3.2 Les idées, concepts et politiques, outils d'action

Les outils de l'employabilité du BIT pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes

Le Manuel de l'employabilité

L'instrument principal, le Manuel de l'employabilité, propose une méthodologie d'accompagnement pour répondre à la demande d'information et d'orientation des jeunes. Il répertorie les opportunités et les ressources qui existent dans le pays concerné en matière de formation professionnelle, d'emploi et d'auto-emploi.

Il a pour objectif d'améliorer l'employabilité des personnes en tenant compte des réalités locales et des secteurs porteurs d'emploi.

Le Manuel de l'employabilité se veut un outil visant à :

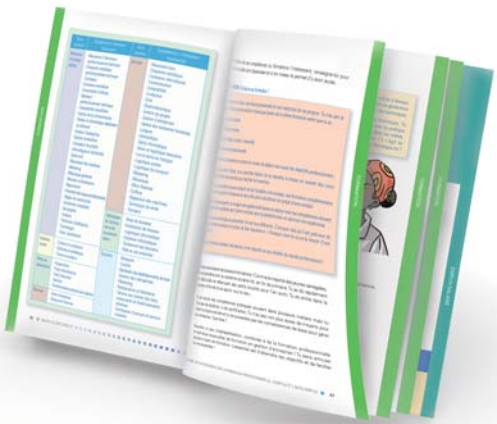
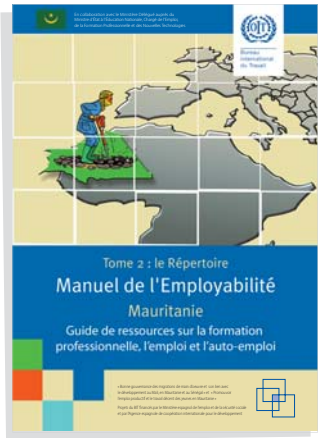
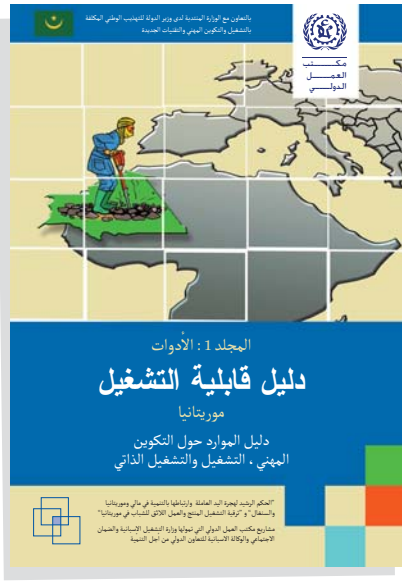
- faciliter la construction d'un parcours d'insertion en mobilisant les ressources locales accessibles ;
- améliorer le suivi, l'orientation, et l'appui des jeunes dans leur parcours professionnel ;
- faciliter l'accès à des opportunités de formation, d'emploi et d'auto-emploi pour les jeunes ;
- favoriser l'information sur les différents dispositifs et mesures d'accompagnement, d'appui, de conseils existants ;
- renforcer les synergies entre les structures mandatées à intervenir auprès des jeunes ;
- partager l'information et la rendre accessible grâce à un outil opérationnel ;
- mutualiser les bonnes pratiques.

Le Manuel de l'employabilité est composé de deux tomes :

le Tome 1 : Les outils, qui propose des exercices pratiques, des conseils, des idées pour aider à se positionner, à se poser les bonnes questions, à définir son parcours ;

le Tome 2 : Le répertoire, qui constitue un annuaire répertoriant les dispositifs recensés en matière d'insertion professionnelle et présentés sous la forme de fiches descriptives et récapitulatives pour faciliter la mobilisation des ressources, des compétences et des services que chacun offre et favoriser la mise en relation.

Les deux tomes sont complémentaires et s'articulent pour guider la construction d'un parcours d'insertion dans son ensemble.



L'engagement de l'OIT pour l'emploi des jeunes

En juillet 2009, un Pacte mondial pour l'emploi a été adopté à l'unanimité par les 183 pays membres de l'OIT (ministres en charge du travail, employeurs et travailleurs et appui de certains chefs d'État pour cette initiative) pour surmonter la crise économique actuelle en créant des emplois et en protégeant les droits des travailleurs. L'OIT s'engage particulièrement auprès des groupes les plus touchés par la crise, tels que les jeunes.

Le but de cet engagement est d'aider les personnes à retrouver un travail décent, concept central des politiques économiques.

Les réponses possibles à ces difficultés peuvent être les suivantes :

- aider les demandeurs d'emploi à s'insérer économiquement ;
- renforcer les services publics de l'emploi pour une offre de services de qualité ;
- développer les programmes de formation professionnelle et d'acquisition de compétences entrepreneuriales ;
- aider à la reconversion des travailleurs pour améliorer leur employabilité, surtout celle des groupes les plus vulnérables.

Le manuel a été pensé comme un outil de méthodologie (tome 1) et de mise en lien (tome 2) au service des professionnels en contact avec les jeunes.

Le Tome 1 : Les outils

« Le Tome 1 : Les outils » est structuré en quatre parties qui couvrent les différentes étapes d'un parcours d'insertion professionnelle :

- **le projet professionnel**, ou comment construire son projet professionnel grâce à la connaissance de soi, la connaissance des métiers et la connaissance de son environnement ;
- **la formation**, ou comment choisir et chercher une formation grâce à des informations pour se repérer dans l'offre de formation ;
- **l'emploi salarié**, ou comment trouver un emploi salarié grâce à de bons outils et une bonne méthode pour chercher du travail ;
- **l'auto-emploi**, ou comment créer son auto-emploi avec pour fil conducteur : choisir son idée d'entreprise, monter et planifier son projet, les démarches administratives à effectuer pour démarrer, rédiger son projet et chercher des financements.

Chaque partie contient quatre types d'outils qui permettent de guider la construction de parcours et qui peuvent être utilisés selon les besoins :

- 

les « **Bons à savoir** », qui donnent des informations sur le contexte pour mieux comprendre et se repérer (exemple : les différents types de formation, les droits en tant que salarié, les différentes sources de financement, etc.) ;
- 

La « **Foire aux idées** » qui donne des exemples pour faciliter ses choix (idées de métiers demandés sur le marché du travail, idées de phrases pour sa lettre de motivation, idées de qualités et défauts, idées de filières et secteurs porteurs, etc.) ;
- 

Les « **À toi de jouer** », qui sont des exercices à remplir pour passer à l'action (auto- diagnostic, réaliser son CV, construire sa lettre de motivation, contacter un employeur par téléphone, s'entraîner à l'entretien d'embauche, définir son idée d'entreprise, analyser son marché, bilan de son projet d'entreprise, etc.) ;
- 

Les VIP « **Vraies idées porteuses** », qui décrivent des astuces ou actions pertinentes auxquelles penser pour se guider (la formation modulaire, un secteur d'avenir, etc.). Pour faciliter sa lecture et la rendre ludique, des illustrations colorées parsèment l'ouvrage : images de personnages en situation, bandes dessinées sur la recherche d'emploi et sur la création d'entreprise, ou encore reportage photo mettant en lumière des actions pertinentes.

A TOI DE JOUER ! La connaissance de ton parcours professionnel et de formation !

Bilan de ton Parcours

Afin de réaliser un bilan de ton parcours, réponds à quelques questions !

1. La Formation

Parcours scolaire

Quel est ton niveau d'études ?

a) Année :

Quels sont les diplômes ou attestations que tu as obtenus ?

a) Année d'obtention : Nom du diplôme ou de l'attestation :

b) Année d'obtention : Nom du diplôme ou de l'attestation :

c) Année d'obtention : Nom du diplôme ou de l'attestation :

Parcours de formation professionnelle

Quelles sont les formations que tu as faites ?

a) Année(s) : Nom de la formation :

b) Année(s) : Nom de la formation :

c) Année(s) : Nom de la formation :

Le Tome 2 : Le Répertoire

« Le Tome 2 : Le répertoire » est divisé en trois chapitres référenciant les acteurs intervenant dans le domaine de l'insertion :

- les structures d'accompagnement et de placement ;
- les structures de formation et de financement de la formation ;
- les structures d'appui et de financement de l'auto-emploi.

Chaque dispositif est présenté sous la forme d'une fiche descriptive qui précise les objectifs, les activités et services proposés, le public bénéficiaire, les modalités d'accès et les coordonnées.

Où trouver et comment utiliser le Manuel de l'employabilité ?

Le manuel s'adresse prioritairement aux professionnels en charge de l'accompagnement vers l'emploi et la formation professionnelle (agents du service public de l'emploi, centres de formation professionnelle, animateurs, éducateurs, formateurs, conseillers, accompagnateurs, etc.) qui sont en contact avec les jeunes ou tout public en recherche d'emploi.

Il peut être également utilisé par les jeunes eux-mêmes ou toute personne cherchant à s'insérer professionnellement et qui maîtrise bien la lecture.

Le manuel est accessible en français et en arabe en version papier ou CD-Rom. Il est également diffusé sur plusieurs sites internet et téléchargeable sur le blog du projet Migrant du BIT (<http://emploisjeunemauritanie.wordpress.com/>).

Le Livret de l'employabilité

Pour compléter et enrichir la méthode et la rendre plus accessible à un public jeune peu enclin à la lecture, un guide simplifié regroupant des exercices et des messages clés a été conçu.

Le livret est rédigé simplement et résume les principaux points à prendre en compte pour construire son parcours d'insertion professionnelle.

À l'image du Manuel de l'employabilité, il reprend les quatre grandes étapes d'un parcours d'insertion professionnelle : le projet professionnel, la formation, l'emploi salarié et l'auto-emploi.

Pour chacune des étapes, il propose :

- **des questions à se poser** : par exemple : te connais-tu ? Connais-tu les métiers ? Connais-tu ton environnement professionnel local et les besoins du marché de ta région ? Comment t'y prendre pour choisir ta formation ? As-tu un bon CV ? As-tu la bonne méthode pour chercher un emploi ? Es-tu prêt à entreprendre ? Comment trouver une bonne idée d'entreprise ? As-tu réalisé ton étude de marché ? etc. ;
- une **Fiche mémo** d'actions et de démarches à accomplir qui reprend pour chaque étape la liste des actions à mener, si elles sont à faire ou déjà réalisées et quelles sont les suites à donner ;
- un **Bloc note** pour inscrire ses RDV et suivre ses démarches : exercices à faire, RDV avec des structures, informations à récolter, ce qui est déjà accompli, ce qui reste à programmer, des notes et questions, etc. ;
- **des exercices à réaliser** : par exemple, faire le bilan de son parcours, réaliser une enquête métier, rédiger son CV, sa lettre de motivation, définir son idée d'entreprise, répondre à des questions pour son plan d'affaires, etc. ;
- des renvois vers des **adresses utiles**.

Cet outil simple sert de guide au jeune qui souhaite s'insérer dans la vie active. Aujourd'hui, ce livret existe en versions française et arabe pour la Mauritanie.

Les messages clés

Par ailleurs, dans une démarche de communication, un travail d'adaptation et de mise en chanson et musique a permis de diffuser ce travail, et de le relayer auprès d'un public plus large.

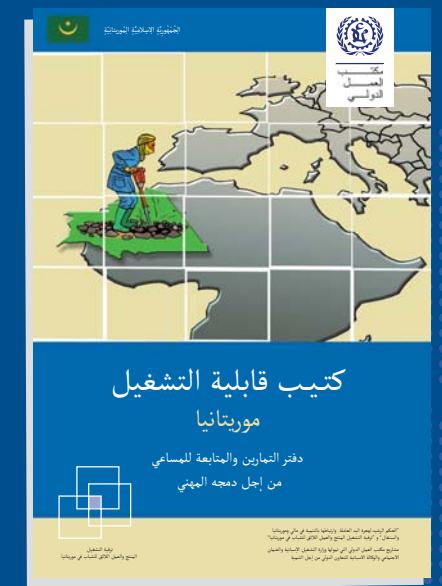
Fruit d'un travail en studio, certains messages clés tirés des manuels et du livret ont été montés sous forme de scénettes vidéo de deux minutes, mettant en scène un dialogue entre des personnages du manuel, et illustrant une situation donnée du parcours d'insertion pour faciliter une prise de conscience de l'auditeur.



**Aider
chaque jeune à construire
son parcours professionnel**



**Diffusables sous formes de spots
radiophoniques, ces messages clés
ont également servi de support
pour la production d'outils de
communication musicale :
le rap citoyen de Mauritanie.**



**Des outils
et des informations pour
favoriser une meilleure
employabilité**

Enfin, pour prendre en compte la diversité culturelle de la Mauritanie, les messages clés du Manuel de l'employabilité ont été rédigés dans toutes les langues en cours dans la population : français, Hassania, Soninke, Wolof et Pulaar.

Renforcer les capacités des jeunes et des professionnels en charge de l'orientation

Deux publics sont ciblés :

1. la formation de professionnels et de relais locaux à l'utilisation du manuel et à l'accompagnement d'un jeune dans son parcours d'insertion professionnelle ;
2. la sensibilisation du grand public à la notion d'employabilité en s'appuyant sur les outils de l'employabilité comme support pédagogique.

Les formations aux outils de l'employabilité

Plusieurs formations ont été organisées, ciblant aussi bien les professionnels de l'accompagnement à l'insertion et autres acteurs relais, que les jeunes eux-mêmes.

3.3.3 La formation de formateurs « relais » pour démultiplier les connaissances

La logique d'intervention retenue par le BIT a été de s'appuyer sur des formateurs relais par le biais de formations de formateurs. Le but étant de mieux diffuser les connaissances et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes ou du public de leur zone.

Une fois formés au Manuel de l'employabilité, les relais sont ainsi capables de sensibiliser à la notion d'employabilité, d'utiliser l'outil dans leur pratique quotidienne et proposer un accompagnement ou orienter les jeunes avec qui ils sont en lien pour favoriser leur insertion durable.

Ce sont ainsi 120 professionnels issus de structures intervenant de façon directe ou indirecte dans le champ de la jeunesse, de la formation, de l'emploi, de l'insertion et du social qui ont été sensibilisés à l'employabilité et à l'orientation professionnelle, et formés à l'utilisation du Manuel de l'employabilité.

- Les centres de formation professionnelle et les cellules d'insertion (Centre de formation et de promotion des jeunes - CFPJ, Centre national de qualification professionnelle - CNQP, Centre de promotion et de réinsertion sociale - CPRS) ;
- Les ONG, associations, réseaux de jeunes, de femmes, etc.) ;
- Les syndicats.

Le partenariat et la mise en synergie sont au centre de la démarche mise en œuvre par le BIT pour permettre aux acteurs de s'approprier les outils et méthodes. Le BIT cherche ainsi à impliquer tout en intervenant dans la thématique, à nouer des liens et des dynamiques communes, et à mutualiser les ressources.

De nombreux partenariats ont ainsi vu le jour autour de cette initiative.

Le soutien au Réseau Régional des Associations des Jeunes de Nouakchott, un travail par les Jeunes pour leur orientation :

Le Réseau Régional des Associations de Jeunes de Mauritanie est une structure composée de **156** associations sportives et culturelles de la région de Nouakchott répartie en **9** réseaux départementaux. Il a été créé en **2008** et mène des actions de formation et de sensibilisation sur des thématiques de Santé (Sida, santé de la reproduction, paludisme), de hygiène, d'assainissement, de citoyenneté...

Le RERAJ fait partie des premières organisations ayant collaboré avec le BIT dans son projet : Emploi productif et travail décent des Jeunes de Mauritanie en **2012**. Après avoir participé aux sessions de formation des formateurs d'Education Financière en arabe et en français, il fut le premier partenaire à démultiplier des sessions de formation au profit de **320** jeunes membres des associations qui le composent. Le RERAJ reste, à l'heure actuelle, la seule structure à avoir démultiplié en Employabilité. Par ailleurs, Sur les **3** formateurs, deux ont travaillé plus spécifiquement pour le projet en s'occupant de la supervision des actions de démultiplication des autres structures et pour la traduction des livrets du formateur et de l'apprenant en arabe.

Le RERAJ a aussi abrité dans ses locaux la formation musicale de **40** jeunes issus de structures différentes (RERAJ, GRET, CARITAS, CFPP...) en Employabilité et en Education Financière pour participer à la manifestation musicale du Festival Assalamaleikoum.

La collaboration avec le BIT a permis au Réseau d'élargir sa vision sur toutes les questions liées au travail : information, orientation, insertion.... Mais aussi et surtout de connaître et de partager avec des institutions publiques, privées, des organisations pour l'insertion professionnelle, des écoles... pour une meilleure collaboration au profit des jeunes demandeurs d'emploi ou se lançant dans la création d'entreprise.

Cette logique de formation de formateurs « relais » et de démultiplication permet en amont de dynamiser les structures mandatées pour intervenir auprès des cibles (jeunes, demandeurs d'emploi, réfugiés, migrants, etc.) et des leaders d'associations et, en aval, de renforcer le parcours d'insertion des cibles en mobilisant les ressources accessibles.

Formation des bénéficiaires directs

En Mauritanie, **500** jeunes ont bénéficié de formations pilotes sur l'employabilité, et d'autres formations sont en cours actuellement. La formation est composée de nombreux exercices pratiques participatifs, de simulations, de travaux de groupe et d'échanges sur les techniques de recherches d'emploi salarié et sur l'auto-emploi, tirés du manuel.

Ces sessions ont été pensées pour anticiper et répondre concrètement aux besoins des jeunes dans la perspective de leur immersion prochaine sur le marché de l'emploi.

TÉMOIGNAGE

Sidi Abdallah Sidna, 32 ans chômeur, raconte son expérience avec les formations en Employabilité

« Je me suis familiarisé avec les outils de l'Education Financière et d'Employabilité lors des séances de restitution organisées par le Réseau des Jeunes.

Motivé par le contenu et l'importance des outils qui y sont développés, j'ai continué à lire les livrets pour l'apprenant et faire des synthèses. Par la suite, le Réseau de Jeunes m'a proposé de participer à la formation des Formateurs en arabe pour le projet d'Employabilité. Ensuite, j'ai démultiplié auprès des jeunes et des coopératives féminines basées dans les départements de Nouakchott. Voilà, comment je suis passé de participant à formateur.

Je demande, à l'avenir, d'organiser d'autres séances de formation car il y'a de plus en plus de jeunes ici au Réseau et dans d'autres structures qui ont besoin d'être formés et orientés. »

Afin de favoriser l'application concrète de la démarche d'accompagnement par les professionnels, plusieurs de ces ateliers collectifs sur le Manuel de l'employabilité au bénéfice direct de jeunes ont été organisés en collaboration avec les membres des structures d'orientation et de formation déjà formés au manuel. L'idée est d'impulser une dynamique pour que les structures et leurs membres formés reprennent à leur compte l'organisation régulière de sessions et s'approprient les outils et techniques pour les diffuser à leur public. Les membres formés ont ainsi participé à l'animation des ateliers pour les jeunes en vue de reproduire et démultiplier ces séances et d'utiliser les outils de façon durable pour leur institution sans l'appui du BIT.

Les membres formés au Manuel de l'employabilité peuvent ensuite mettre en place régulièrement des ateliers de sensibilisation sur des thèmes du manuel au bénéfice du public qui fréquente leur structure. Ils peuvent sensibiliser leurs bénéficiaires directs sur l'employabilité et proposer un accompagnement aux jeunes avec qui ils sont en lien pour favoriser leur insertion durable.

La sensibilisation à l'employabilité

Sensibilisation de relais locaux

Le GRET a organisé des ateliers de présentation du Manuel de l'employabilité au profit des acteurs locaux (politiques, religieux, sociaux) dans les quartiers de Nouakchott dans le cadre du projet Cap Insertion.

Le manuel leur a été distribué sous forme de CD-Rom.

Ils ont été informés de l'existence et de l'intérêt du manuel et du rôle de relais qu'ils peuvent jouer dans la sensibilisation des jeunes de leur communauté.

Sensibilisation du grand public : le rap comme outil de diffusion et de communication des messages sur l'employabilité

Pour compléter le dispositif sur l'employabilité, atteindre un public encore plus large et permettre l'appropriation de la notion d'employabilité par les principaux concernés, le BIT a développé un projet avec le CEDEPS de Guediawaye visant à faire travailler une vingtaine de jeunes ayant suivi la formation, autour des messages clés de **projet professionnel, formation, emploi salarié et auto-emploi.**

TÉMOIGNAGE

Hassan O/ Ahmed, président du Réseau Régional des Associations des Jeunes de Nouakchott (RERAJ) raconte

« Ici au RERAJ, nous menons des activités de formation et de sensibilisation sur des thématiques importantes qui peuvent aider, renforcer la jeunesse. Notre collaboration avec le BIT a permis à nos membres de connaître et de se familiariser avec les outils de l'Education Financière et de l'Employabilité.

En tant qu'organisation des jeunes, en formation ou à la recherche de l'emploi, les différentes formations ont été d'un apport important en termes de connaissance, d'orientation et de savoir-faire. Après avoir participé aux formations des formateurs et réalisé des restitutions, deux de nos membres ont eu des contrats pour travailler avec le projet de BIT pour une période de 6 mois. Ce qui démontre un des résultats de la motivation et de l'appropriation des outils.

Pour assurer la pérennité du projet, nous avons inscrit des activités de formation et de sensibilisation en Employabilité et en Education financière dans notre plan d'action annuel 2013-2014.

Nous comptons aussi déposer une demande pour l'appui et le financement d'activités de formation sur ces deux thèmes à nos partenaires que sont UNFPA et l'UNICEF.

Les participants, encadrés par un musicien brésilien professionnel de la communication sociale par la musique, ont écrit **huit morceaux de rap** sur l'employabilité, véritables messages citoyens à l'intention de l'ensemble des jeunes mauritaniens pour lesquels la construction d'un parcours professionnel est une priorité.

Par cette action, le BIT a sensibilisé les jeunes à la notion fondamentale de l'employabilité et les a rassemblés autour d'un Projet fédérateur qu'ils peuvent s'approprier en vue d'une plus grande diffusion auprès de leur famille, dans leur quartier, etc.

À tous ceux qui sont dans l'impasse face à un marché du travail saturé, les jeunes ont ainsi pu décrire avec leurs mots la nécessité de se former, de s'informer, de s'orienter.

Cette initiative a débouché sur **l'organisation d'une série de concerts de rap citoyen dans les quartiers les plus touchés par le chômage en juin 2013 au service de l'emploi des jeunes dans la banlieue de Nouakchott**. Les concerts ont été dans un dispositif de communication plus vaste, à savoir la semaine du BIT, qui s'est déroulée dans la deuxième semaine de juin 2013.



PARTIE IV.

L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

DES JEUNES ET DE LEUR FAMILLE

UN OUTIL AU SERVICE DE L'EMPLOI DÉCENT

4.1 La justification du choix de l'éducation financière pour les jeunes

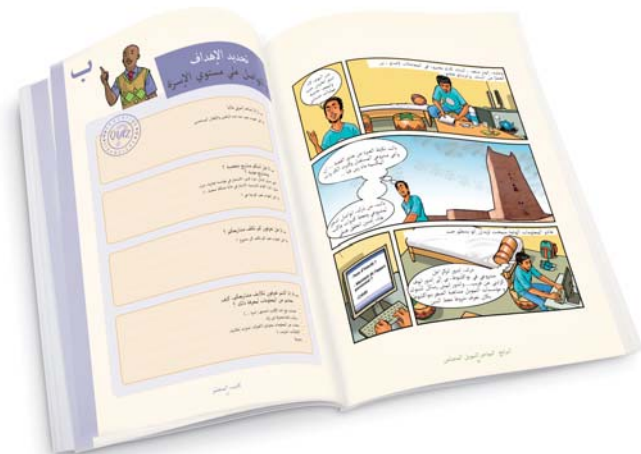
L'inclusion financière et ses répercussions dans le développement local apparaissent comme des enjeux majeurs pour la création d'emploi pour les jeunes en Mauritanie. En effet, le manque de produits financiers adaptés, l'accès au crédit souvent difficile et la méconnaissance des concepts de base de la gestion et de l'épargne limitent l'inclusion des jeunes et de leurs familles dans le système financier et leur participation à la vie économique active.

Suite à une étude de faisabilité sur place, l'éducation financière est apparue comme une opportunité novatrice non seulement de réduire la vulnérabilité des jeunes mais aussi d'améliorer la capacité des institutions d'accompagnement. En effet, les actions encourageant l'épargne et l'entrepreneuriat ont aussi des retombées positives pour l'Etat et ses institutions et constituent les bases d'un modèle bancaire durable.

L'objectif était de faciliter auprès d'un public de jeunes l'accès aux services financiers autant qu'aux notions de base de la gestion et de l'épargne ainsi qu'aux produits financiers les plus classiques. A moyen terme, le projet se proposait de peser de façon positive sur les investissements productifs des jeunes et des femmes en Mauritanie.

Ces actions pourraient constituer un préalable à tout projet d'investissement dans le pays et déboucher sur la création d'emplois décents et productifs pour la jeunesse. Ce travail **s'inscrit en plein dans les stratégies du gouvernement mauritanien**, notamment la mise en œuvre des stratégies de micro-finance et développement du secteur financier.

4.2 Le contexte et objectif de la mise en place du programme



Définition

L'éducation financière est entendue comme une action visant à améliorer la capacité des individus à faire des choix "éclairés" et prendre des décisions efficaces sur l'utilisation et la gestion de leur argent. Cette définition couvre à la fois les connaissances, les capacités et les comportements des acteurs. Plus généralement, l'éducation financière favorise les bonnes pratiques en matière de gestion des transferts d'argent, notamment l'inclusion financière en vue du développement.

Nombre total de jeunes formés auprès des associations de jeunes, centres de formations et coopératives de femmes : **1328**

Nombre de jeunes sensibilisés par les concerts du rap citoyen : **15 000**

Nombre de jeunes sensibilisés lors des émissions de Radio Jeunesse : **55 000**

Formation de formateurs des différentes institutions	Éducation Financière	Réplication de la formation	Formations directes en Éducation Financière
Formation des formateurs	50	Réseau Régional des Associations des Jeunes	320
Formation de sensibilisateurs en communication sociale	20	Centre de Formation et d'Insertion Professionnelle / CARITAS	23
Formation des journalistes sur la question	22	Centre Guide et associations de femmes syndicales CGTM	225
		Centre de Formation et Perfectionnement Professionnel de Nouakchott	300
		Centre de Formation et de Promotion Féminine de Nouakchott	110
		Direction pour la Promotion de La Microfinance et de l'Insertion	200
		Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel d'Aioun	150
		Total	1328

4.3 L'élaboration des outils d'éducation financière

FORMATION À LA FINANCE FAMILIALE ET À LA FINANCE À LA MIGRATION



Les processus d'élaboration des outils d'éducation financière se sont déroulés de manière participative (avec des représentants des institutions publiques, des banques et institutions de micro-finance, des syndicats, des ONG, des associations de jeunes). Le leadership institutionnel a été assuré par le Ministère de l'Emploi et des Nouvelles Technologies de la Mauritanie. Par ailleurs, l'implication de la Direction de la Promotion de la Micro-finance et de l'Insertion assure l'appropriation nationale et la continuité des activités.

En Mauritanie, les outils ont été produits en arabe, la langue officielle, et en français langue d'usage courant d'une partie de la population. De même, les matériaux musicaux et des vidéos de sensibilisation concernant chacun des modules ont été élaborés dans les autres langues nationales soninke, poular, bambara et wolof.

La stratégie d'éducation financière comprend les outils suivants



Livret de l'Apprenant
en Français et en Arabe



Manuel du Formateur
en Français et en Arabe



Vidéos en français

L'éducation financière est une compétence supplémentaire pour faciliter l'insertion et l'inclusion sociale des jeunes. Les outils sont un moyen d'acquérir les connaissances essentielles en matière de gestion financière familiale. Les différentes thématiques traitées sont les suivantes :

- définition d'objectifs financiers,
- communication avec la famille,

- connaissance des principaux produits financiers (épargne et crédit),
- connaissance des institutions financières,
- transferts de fonds,
- assurances,
- etc.

4.4 La diffusion des outils

A. La formation de formateurs

Des accords de partenariat ont identifiées les organisations impliquées dans la thématique pour démultiplier la formation auprès de jeunes. Ces premiers accords, dans cette phase pilote, ont permis de former des formateurs ayant une expertise dans les secteurs de la formation et de l'appui à la jeunesse. Ces organisations se sont renforcées à travers des formations de formateurs et d'échange.

Lors des formations, le projet a recueilli les réactions des organisations sur le terrain. Par ailleurs, elles ont été des moments privilégiés pour créer des liens entre les partenaires impliqués dans l'accompagnement et ont favorisé également la création de réseaux qui assureront la pérennité du projet. Les organisations ont été choisies en fonction de leurs capacités de terrain et de leur engagement pour assurer la démultiplication et la mise à disposition de ressources propres pour les activités d'éducation financière. Les résultats probants ont assuré la diffusion de ces matériaux dans des courts délais.



Objectifs des formations des formateurs

- Familiariser les participants avec les concepts clefs en éducation financière.
- Donner aux participants les connaissances et outils nécessaires pour organiser des séances de formation en éducation financière auprès des bénéficiaires.
- Formuler une stratégie de démultiplication du programme d'éducation financière.

Résultats : des participants mieux outillés pour :

- Aider les jeunes à mieux gérer et faire prospérer leurs ressources financières.
- Favoriser la communication entre les jeunes pour fixer des objectifs et des priorités.
- Renforcer leurs aptitudes managériales, leurs compétences organisationnelles et leurs capacités en gestion d'argent.

- Améliorer leur connaissance en matière de planification de budget, de connaissance des services financiers disponibles et des institutions financières, et de transferts d'argent.
- Informer suffisamment les jeunes sur les produits et services financiers existants.
- Les renseigner sur l'utilisation des mécanismes formels et informels tels que l'épargne du revenu restant, les crédits, l'épargne de revenus supplémentaires ou leur investissement, etc.
- Amener jeunes, à gérer et à se protéger contre les risques et les renseigner sur l'utilisation des mécanismes des mutuelles et des assurances.

B. Le plan de diffusion, un dispositif indispensable

L'objectif du projet du BIT était de mettre en place une stratégie de diffusion efficace, c'est-à-dire pérenne. Cette pérennité repose sur l'association étroite des divers partenaires de diffusion et des jeunes avec lesquels ils sont en relation, à travers un processus de sensibilisation et de formation.

Ces partenariats durables avec le BIT constituent la pierre angulaire du processus de mise en œuvre du processus de démultiplication des formations directes en éducation financière et de la transmission des messages clefs grâce aux outils de support oraux et écrits.

a. Sensibilisation

Qu'est-ce que la sensibilisation ?

Informar et accompagner la cible dans la gestion de ses avoirs pour l'éclairer sur les contenus des outils d'éducation financière. La sensibilisation a pour vocation de former les cibles en répondant à leur demande d'informations. Concrètement, ces personnes sauront élaborer un budget, faire des planifications budgétaires, connaîtront les produits et les services financiers, etc.

A qui s'adresse-t-elle ?

Aux jeunes, et au grand public en général.

Avec qui sera-t-elle développée ?

Principalement en étroite collaboration avec les médias, les associations, les ONG, mandatées pour diffuser l'information auprès des jeunes. Elles doivent aussi jouer un rôle de « relais » dans la transmission de l'information. L'implication des institutions et des syndicats est également primordiale pour capitaliser les expériences et asseoir un mécanisme pérenne d'information.

Avec quels outils ?

Le contenu des différents outils (audio, vidéo et écrits) développés et prévus dans le plan de diffusion a constitué l'élément moteur de la communication avec les jeunes.

Comment la sensibilisation sera-t-elle mise en œuvre ?

L'internet joue un rôle crucial car il rend l'information en permanence disponible. Les messages clefs des outils doivent trouver une diffusion adéquate sur le net sur des blogs du BIT (<http://emploisjeunemauritanie.wordpress.com>), des sites institutionnels ou sur les médias sociaux (Facebook, Twitter). La variété des canaux de diffusion existants (forums d'exposition, campagnes de sensibilisation, presse) permettent de capter l'attention d'un public alphabétisé.

En parallèle, les radios communautaires, les podiums Rap éducatif, les tournées en voiture, les visites de proximité, les autorités religieuses, les leaders d'opinion, ou les associations locales touchent une audience non alphabétisée, notamment les familles.

b. Formation

Qu'est-ce que la formation ?

C'est la transmission complète, correcte et durable du contenu pédagogique des outils auprès des jeunes et du plus grand nombre de destinataires finaux. La mise en œuvre de la formation et la démultiplication dans la pratique quotidienne des partenaires de diffusion du BIT permet de maximiser l'impact des outils, d'optimiser leur valeur et d'offrir ainsi un service utile et pratique aux jeunes Mauritaniens et à leurs familles.

A qui s'adresse-t-elle ?

Aux formateurs et aux jeunes. Le processus de formation s'articule pour l'essentiel autour des animateurs mis à disposition par les partenaires (formations de formateurs) ; les animateurs ont ensuite pour mission de démultiplier la formation auprès des jeunes et de leurs familles dans leurs zones d'intervention.

TÉMOIGNAGE

L'éducation Financière au service des coopératives féminines

Avec l'appui de Mme Salma, membre de la CGTM/Centre guide, les dizaines femmes du quartier populaire de RYAD de Nouakchott ont reçu des formations en éducation financière. Ce nouveau quartier très excentré a un accès très limité aux services de base. La coopérative Madina Al Mounawara, regroupe 39 femmes résidentes au Tarhil dont 17 qui ont été formées à l'Education Financière. Mme Faty Diallo, présidente de la coopérative explique :

« Notre coopérative tire ses revenus des cotisations de ses membres en raison de 300 MRO par mois. Avec ce montant nous organisons des achats groupés de produits de base. Ces produits nous permettent de faire un petit commerce de produits quotidiens : boubous, voiles, savon, eau de javel. Nous sommes, en tant que femmes chefs de ménage et mères de familles les premières consommatrices de ces produits. A présent, notre épargne s'élève à 200000 MRO. La

formation en Education Financière nous a permis de savoir comment organiser notre budget : achat, vente, épargne, d'identifier nos objectifs financiers et de connaître les risques à garder l'épargne à domicile (maison ou boutique). Notre épargne, nous l'avons mise à la banque pour qu'il soit dans un lieu sûr. Tous les efforts que nous faisons c'est pour offrir une bonne scolarité à nos enfants. Nous aimerions être aidées dans ce sens et aussi pour pouvoir accéder aux crédits afin d'agrandir notre commerce. »

Dans le même quartier, les femmes de la coopérative Kissal/Yourmendé/Sadagha, composée de 25 femmes, résidentes à Tarhil et 18 à Nouakchott, ont été formées à l'Education Financière. La présidente, Mme Fatimatou Zeine, dit :

« C'est grâce à la formation en Education Financière que nous avons compris les risques de l'épargne à la maison, l'avantage d'épargner pour couvrir des besoins imprévus... Aussitôt après la formation, notre coopérative s'est répartie en 5 groupes pour diversifier nos activités et vendre nos produits : couture des tentes, couture de vêtements, teinture, boutique et vente au marché. Nous nous réunissons à la fin de chaque mois pour faire le bilan. Alors, nous divisons le bénéfice en 2 parties : une tranche que nous augmentons dans notre commerce et l'autre, nous le mettons à la banque. Ceci pose des fois un problème car la banque est très éloignée de notre quartier. Suite à la formation, nous avons compris l'importance des IMF pour assurer notre épargne. Nous avons fait une demande écrite à l'IMF pour qu'ils ouvrent une antenne.

A l'avenir, nous aimerions diversifier nos activités sur des produits de consommation quotidienne : gaz, crédit, poulailler sous forme d'achats groupés car ces produits ne sont accessibles dans le quartier et dans les autres coopératives. L'accès au crédit reste cependant un problème. »

Avec qui sera-t-elle développée ?

En collaboration avec divers partenaires : les IMF, les sociétés d'assurances, les ONG, la société civile et les syndicats. Ces institutions sont en relation avec les jeunes et disposent d'un réseau d'agents de terrain, qui constituent une garantie de viabilité des actions.

Avec quels outils ?

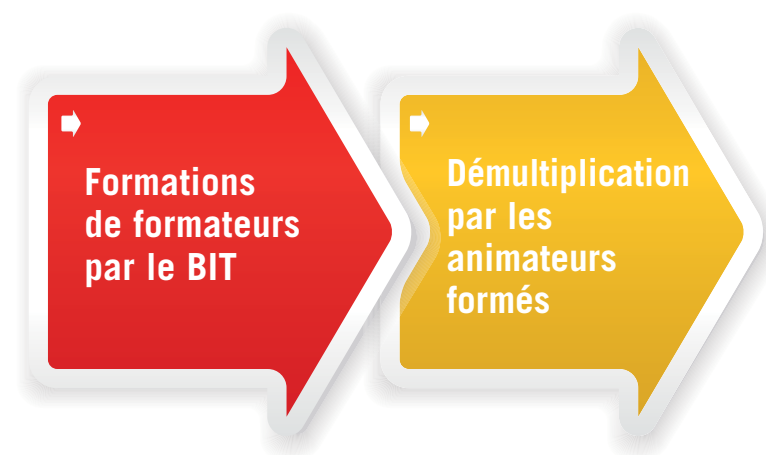
Les contenus des six différents modules de formation et leur méthodologie formative réalisés par le BIT dans le cadre du projet.

Comment la formation sera-t-elle mise en œuvre ?

Grâce aux activités et ateliers de formation, le programme vise à aider les organisations partenaires à enseigner aux jeunes et à leurs familles à mieux gérer leur argent. Il leur offre la possibilité d'acquérir des compétences pour apprendre à dépenser, budgétiser, épargner, emprunter et optimiser leurs ressources.



PHASES DE LA FORMATION



Activités de diffusion des outils d'éducation financière

- Préparation et validation d'un plan de diffusion multi-acteurs pour chacun des contextes qui intègre les jeunes à la fois comme cibles et protagonistes du processus de diffusion
- Mise en réseau des parties impliquées
- Création d'un blog pour expliquer les différents volets du programme et permettre de télécharger les instruments élaborés (outils d'éducation financière, manuel de l'employabilité, brochures, études préparatoires, etc.)
- Elaboration des messages-clefs extraits des modules d'éducation financière en français, en anglais et en langues nationales (soninké, poular, bambara, wolof), vidéos et audio et leur diffusion
- Conception du livret de l'apprenant adapté pour chaque type de bénéficiaire

4.5 La synthèse Mauritanie

Le partenariat entre le projet « Contribuer à la création d'emploi productif et travail décent pour les jeunes en Mauritanie » et le projet « Bonne gouvernance des migrations », mis en place par le BIT en Mauritanie, a permis d'adapter le travail en éducation financière effectué au Sénégal à la réalité mauritanienne.

Des manuels adaptés aux jeunes autant qu'aux populations migrantes dans ce pays sont disponibles en format web et papier. Plus de 1400 jeunes ont été formés grâce à six partenariats avec :

- La Direction pour la Promotion de la Microfinance et de l'Insertion.
- Le Centre Guide pour la migration de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM).
- Le Réseau régional des associations des jeunes (RERAJ).
- Le Centre de formation et d'insertion professionnelle CARITAS.
- Le Centre de formation pour la promotion féminine (CFPF).
- Le Centre de formation et de perfectionnement professionnels (CFPP).

Des formations de formateurs se sont poursuivies pendant l'année 2013 grâce à ces partenariats, avec l'implication de nombreuses organisations syndicales et de la société civile. Elles ont touché des populations mauritaniennes et migrantes dans les zones de Nouakchott et au sud du pays, dans la vallée du fleuve Sénégal. Ces deux zones représentent les principaux points de migration interne et connaissent un fort taux de sous-emploi des jeunes. Cette stratégie de formation s'inscrit dans le processus de développement d'activités de renforcement de compétences pour améliorer la capacité de résilience de ces populations précaires.

TÉMOIGNAGE

Education Financière et Employabilité au service du CFIP de Caritas

« Au niveau du CFIP/Caritas, nous étions impliqués dès le début du projet d'éducation financière en 2012. Nos bénéficiaires formés sont plus autonomes dans la gestion de leurs micro-entreprises grâce à cette formation. En plus, le programme d'Employabilité a renforcé nos compétences sur l'orientation professionnelle et le suivi/insertion. Nous nous sommes vite appropriés des outils qui y sont développés du fait de leur clarté de leurs illustrations et de leur pertinence. Ces outils nous ont permis d'avoir des dispositifs pour évaluer, mettre à jour notre cellule d'insertion afin de le rendre plus performant. Même en termes de concept, nous avons été renforcés : nous utilisons désormais la cartographie locale du lieu de Registre des partenaires.

Notre centre a pour mission de former les jeunes analphabètes ou déscolarisés, pauvres issus des quartiers défavorisés. Nous avons une capacité d'accueil de 240 places par an. Nous faisons un test d'évaluation et des visites à domicile pour vérification du statut du candidat sur la base des critères pertinents : degrés de pauvreté, situation familiale... Nous envisageons d'ouvrir des filières en menuiserie aluminium et en maintenance solaire. Ce soutien nous permet de mieux centrer nos efforts sur nos nouveaux bénéficiaires et de faire un suivi plus efficace »

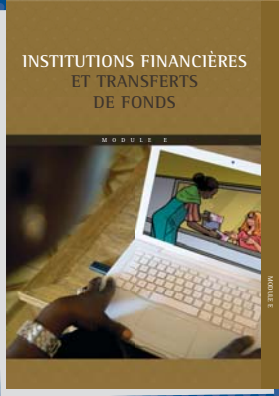
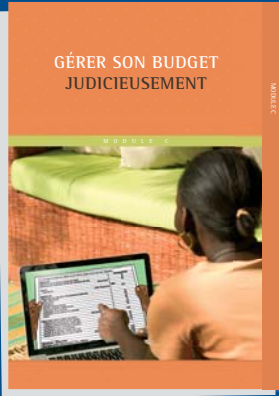
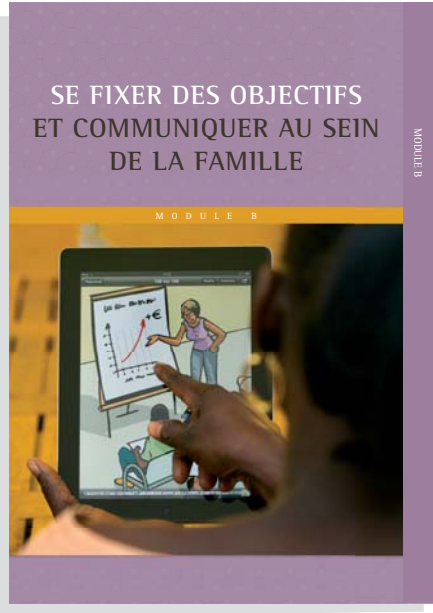
4.6 Les perspectives et mesures d'impact

Mesures d'impact

Un système d'évaluation s'avère incontournable pour connaître les impacts obtenus grâce à la formation en matière de finance personnelle et familiale de la cible : il permet d'améliorer la qualité de la formation, de réorienter les actions de formation si nécessaire, et de tirer des statistiques et d'avoir des résultats généraux.

Dans cette perspective, des outils de suivi et évaluation ont été élaborés dans le cadre du projet. Ces outils sont mis à la disposition des partenaires de diffusion lors des séances de démultiplication en éducation financière afin d'évaluer cinq grands objectifs :

- Le comportement financier des bénéficiaires avant la formation (ex-ante).
- La prestation du formateur lors de la séance.
- La qualité de la formation donnée.
- Les connaissances acquises par les bénéficiaires après la formation.
- Le changement comportemental des bénéficiaires à long terme.



Des outils spécifiques pour chaque type d'objectif ont été développés :

OBJECTIF	OUTIL	À QUOI SERT ?	CONSISTE À	QUI L'UTILISE ?	QUAND ?
Le comportement financier des bénéficiaires avant la formation	Questionnaire d'Analyse de besoins	Pour connaître les besoins de formation des bénéficiaires Pour déterminer quelles séances du Manuel sont les plus appropriés pour les bénéficiaires	Au moins une question clé pour chaque séance de formation (22 séances)	Formateurs	Avant démarrer les séances de formation
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel		
La prestation du formateur	Fiche de visite-surprise	Pour assurer que les formateurs mettent en place des séances de formation avec les critères de qualité attendus par le Programme	10 critères à évaluer de 1 à 5 (clarté exposé, modération, gestion du groupe, promotion participation, etc.)	Superviseur	Jour de la visite surprise ou prévue
Des outils de suivi sont disponibles	Formulaire d'évaluation	Pour connaître l'opinion des bénéficiaires sur la formation reçue	10 questions pour évaluer la qualité de la prestation de l'animateur et l'organisation générale de la formation	Bénéficiaires	Fin de la formation
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel	Formateurs	
Des outils de suivi sont disponibles	Fiches Test Séance	Pour connaître les connaissances acquises à la fin de chaque session	90 questions, divisées par séances	Bénéficiaires	Fin de chaque séance de formation
	Corrigé Test Séance	Pour faciliter le travail de correction aux formateurs	90 questions, divisées par séances, avec la réponse correcte	Formateurs	
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel	Formateurs	
	Fiche Test Final	Pour connaître les connaissances acquises à la fin de la formation	20 questions générales	Bénéficiaires	
	Corrigé Test Final	Pour faciliter le travail de correction aux formateurs	20 questions générales, avec la réponse correcte	Formateurs	
	Tableau de collecte de données	Systématiser les réponses du questionnaire et mieux traiter les données	Un document Excel	Formateurs	
Le changement comportemental à long terme	À développer	Pour noter les changements comportementaux (positifs, négatifs ou neutres) grâce à la formation et à l'application des connaissances acquises	Formulaire ou entretien semi-structuré	Formateurs ou équipe externe	Quelques mois après la fin de la formation

PARTIE V - CRÉER DES OPPORTUNITÉS DURABLES

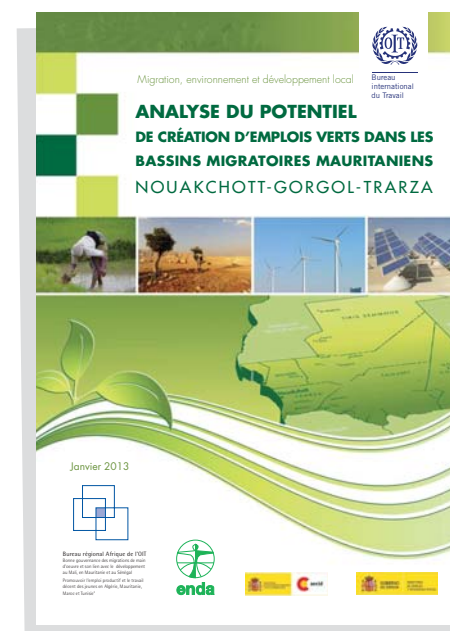
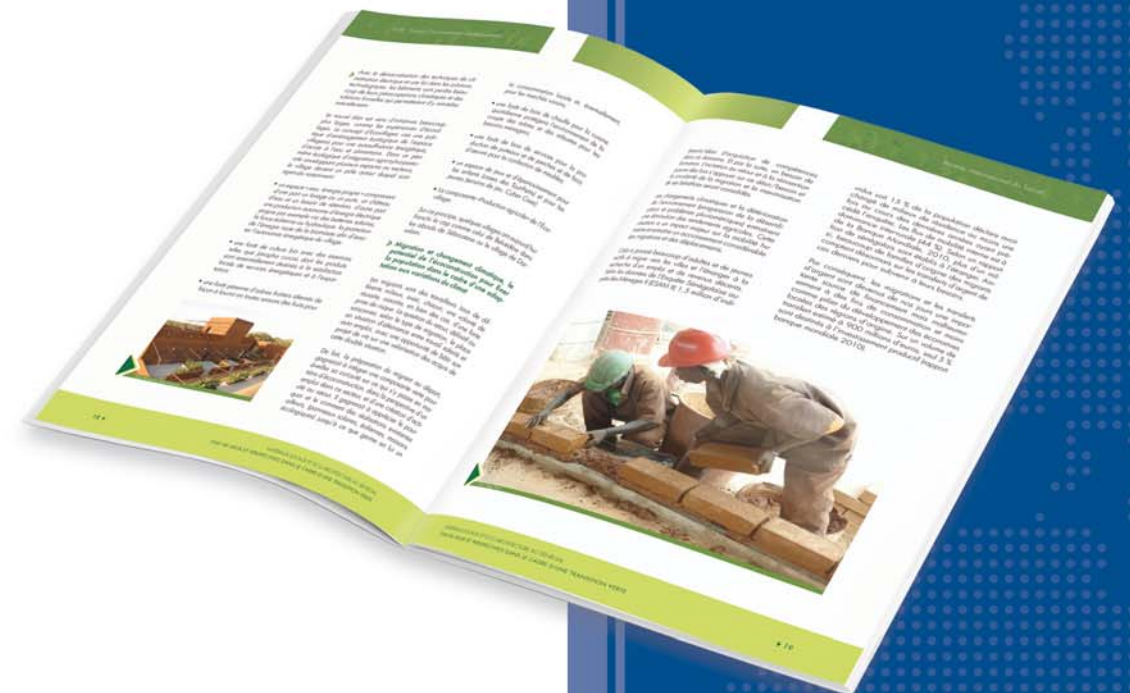
POUR LES JEUNES À TRAVERS LES EMPLOIS VERTS

En Mauritanie et dans le sahel, il existe d'un lien indissociable entre le développement et les enjeux liés à l'environnement (la dégradation des ressources naturelles, ainsi que la sécheresse et la variabilité climatique). Les sécheresses récurrentes et l'insécurité alimentaire demandent des stratégies d'adaptation et de mitigation adaptés aux pays. Le Programme a initié une réflexion autour de l'intégration entre les variables emploi, jeunesse et environnement, pour les placer au cœur des plans et politiques d'emploi sur le développement local. Les emplois verts dans ce contexte font partie de la stratégie de résilience pour assurer un relèvement durable tout en garantissant les moyens de vie pour les jeunes demandeurs d'emploi. Dans ce sens, le Programme a tenté de favoriser la génération d'opportunités de filières porteuses pour les jeunes demandeurs d'emploi.

5.1 Promouvoir l'emploi des jeunes dans des secteurs porteurs verts. Analyse des opportunités réelles sur le marché du travail pour les jeunes demandeurs d'emploi.

En mars 2012, une première étude prospective intitulée « Analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens » a été menée au niveau de la vallée du fleuve Sénégal et à Nouakchott. Ce travail visait à établir les bases du dialogue sur la problématique environnement, jeunesse et développement local. Ce travail a permis d'identifier des secteurs potentiels créateurs d'emplois verts, des initiatives déjà existantes et des éventuelles stratégies à mettre en place pour promouvoir la création d'emplois liés à l'environnement. Afin de saisir le potentiel d'opportunités sur le marché du travail né de la relation entre le développement et l'environnement une stratégie sous-régionale a été établie. Elle s'articule autour d'une approche par filière, centrée sur l'analyse de la chaîne de valeur à partir de l'identification des secteurs porteurs. Les énergies renouvelables, la construction durable avec des matériaux locaux et techniques adaptés et l'agriculture biologique ont été privilégiés dans la démarche. Ce travail a été le début d'une initiative sous régionale pour la promotion de la création d'opportunités du développement dans les emplois et l'économie verts en centrant l'impact sur les jeunes.

Dans un premier temps, l'étude a montré le potentiel de création d'emplois verts à grande échelle dans le pays dans les secteurs de la gestion des déchets, de l'agriculture biologique, des énergies renouvelables et de l'éco-construction. La deuxième phase de la recherche visait à approfondir la connaissance des secteurs identifiés dans la phase préalable. C'est-à-dire, partir d'une approche sectorielle pour explorer les opportunités



Selon la définition de l'OIT,
les emplois verts sont ceux qui
« contribuent à réduire l'impact
néfaste sur l'environnement et
aboutissent à des entreprises et
des économies durables du point de
vue environnemental, économique
et social ».

de création d'emploi pour les jeunes et de promotion du développement durable tout au long de la chaîne de valeur. A cet effet, le travail de recherche « Matériaux locaux et éco architecture en Mauritanie, état de lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte » a été réalisé. Ce travail s'inscrivait dans un processus de recherche plus ambitieux, une réflexion sous-régionale sur la migration, l'environnement, le développement local et l'emploi des jeunes.

L'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle un partenaire indispensable dans la formation verte

L'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP-FTP) est un Etablissement Public à caractère Administratif, créé par décret n° 053/02 du 16 juin 2002. C'est une structure de conseil et d'aide à la décision ayant pour missions d'oeuvrer à rapprocher la demande et l'offre de formation.

Les missions de l'INAP-FTP s'articulent autour des axes suivants :

- l'analyse des besoins en qualification des différents secteurs de l'économie à travers des études sectorielles ;
- l'élaboration des programmes de formation répondant aux besoins identifiés ;
- l'appui pédagogique aux établissements de formation pour la mise en oeuvre d'une formation pertinente et de qualité.

L'INAP-FTP a collaboré avec le projet depuis le début des enquêtes réalisés pour le projet pour être impliqué dans l'identification du potentiel des secteurs verts. Par la suite, une analyse conjointe des compétences requises a mené à l'élaboration des 3 modules de formation professionnalisants. Ces modules ont été validés au niveau national. Finalement, pour chacun des secteurs une formation des professionnels et formateurs des écoles de formation a assuré la passation nationale en étroite collaboration avec l'INAP.

5.2 Stratégie pour assurer la durabilité des actions et maximiser l'impact sur les jeunes au niveau rural

Le Programme Emploi des Jeunes cherche à garantir la durabilité des actions entreprises autour de la formation des jeunes. Dans ce sens, il s'est lancé dans l'implémentation d'une stratégie pour la mise en place d'un « Plan d'action pour l'incorporation des modules de formation verts dans la Carte de formation nationale ». Le but global est de maximiser l'impact sur les jeunes dans l'avenir à travers le développement de leurs compétences dans des domaines porteurs verts. Le tableau ci-dessous est la feuille de

route accordée avec les partenaires locaux pour atteindre cet objectif. Plus précisément, le processus s'est déroule en sept étapes : identifier les modules, diagnostiquer les établissements, évaluer les formateurs, choisir les formateurs, rechercher des partenaires pour l'insertion, mettre en place une formation pilote et incorporer les modules dans la Carte de formation nationale.



Il convient également de noter que cette feuille de route est très bien ancrée chez les partenaires au niveau rural. Dans un premier moment, le diagnostic fait en étroite collaboration avec les centres de formation du pays, a permis de proposer une stratégie basée sur les capacités réelles du dispositif de la formation professionnelle nationale.

Le développement des compétences ainsi que l'acquisition d'un certificat officiel, validé par le Ministère, auront un impact sur l'employabilité des jeunes dans les zones rurales auxquelles cette initiative s'adresse.

PLANIFICATION ET REPARTITION DES TÂCHES				
ACTIVITÉ	SOUS ACTIVITÉ	RESPONSABLE	DATE	RÉSULTATS ATTENDUS
Identification des modules	1. Elaboration d'une première liste de centres	BIT	21 Août 2014	Identification participative des modules
	2. Choix des centres de formation pour la mise en place des formations	DFP	28 Août 2014	
Diagnostic des établissements	1. Fourniture du modèle de questionnaire pour le diagnostique des capacités des centres de formation	INAP-FTP	22 Août 2014	Analyse des besoins en termes d'équipement des centres chargés de la mise en œuvre de modules de formation
	2. Adaptation du questionnaire	BIT	29 Août 2014	
Diagnostic des formateurs	1. Fourniture du modèle de questionnaire pour les formateurs	INAP-FTP	22 Août 2014	Analyser des capacités des ressources humaines impliquées dans la formation des jeunes
	2. Adaptation du questionnaire	BIT	29 Août 2014	
	3. Envoyer et remplir le questionnaire	DFP, Centres de Formation	29 Août 20 Sept. 2014	
	4. Analyse des données	BIT	20 Sept 15 Sept. 2014	
Choix des formateurs	1. Choix de formateurs en fonction des résultats du diagnostique	INAP-FTP	22 Août 2014	La qualité pédagogique des formations à travers le choix des professionnels impliqués garantie
	2. Choix de conseillers d'apprentissage			
	3. Choix de tuteurs			
Recherche de partenaires pour l'insertion	1. Recherche de partenaires (secteur privé, particuliers, ONG's, etc.)	BIT - DI	15 Août 15 Oct. 2014	Une formation pratique garantie et l'insertion des jeunes sortants de formation promue
	2. Signature de protocoles d'accord	BIT - DI Centres de Formation	15 Août 15 Déc. 2014	

ACTIVITÉ	SOUS ACTIVITÉ	RESPONSABLE	DATE	RÉSULTATS ATTENDUS
Mise en place d'une formation pilote	1. Fourniture du matériel pédagogique	BIT, INAP-FTP	15 Oct. 2014	Une formation pratique garantie et l'insertion des jeunes sortants de formation promue
	2. Acquisition d'équipements	DFP - BIT	15 Oct. 15 Janv. 2015	
	3. Préparation/formation des formateurs	Centres de Formation	15 Janv. 15 Févr. 2015	
	4. Recrutement des élèves	DFP	15 Janv. 15 Févr. 2015	
	5. Mise en œuvre des formations	DFP, Centres de formation, partenaires, BIT, INAP-FTP	Mars - Juillet	
Incorporation des modules dans la Carte de formation nationale	1. Signature Arrêté Ministériel	DFP, BIT	Juillet Sept. 2015	Les modules sont incorporés à la Carte de formation nationale
	2. Incorporation au Régime Général de Diplômes			

Plan d'action validé avec les partenaires locaux pour l'incorporation des modules verts au sein du dispositif de la formation professionnelle mauritanienne.

CADRE RÉSUMÉ DES RÉSULTATS	
Nombre de structures touchées	320
Nombre de pays ciblés	3
Nombre d'actions de sensibilisation / diffusion	6
Nombre d'études de recherche lancées	4
Nombre de personnes ressource impliquées	244
Nombre de personnes ayant participé à une séance de sensibilisation	455

CADRE RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS				
ACTIVITÉ	TYPE	PAYS	ACTEURS CIBLÉS	STRUCTURES TOUCHÉES
Emplois verts et génération d'opportunités dans le cadre de l'économie verte en Mauritanie	Séminaire / Atelier	Mauritanie	33	24
Journée de validation technique des programmes de formation dans des domaines porteurs verts	Séminaire / Atelier	Mauritanie	29	20
Analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens	Étude de recherche	Mauritanie	83	37
Matériaux locaux et éco architecture en Mauritanie, état des lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local	Étude de recherche	Mauritanie	36	22
Atelier de formation de formateur dans la maçonnerie en pierre et terre, l'installation d'équipements solaires et l'agriculture biologique	Formation	Mauritanie	98	5
TOTAL			279	108



PARTIE VI - PROCESSUS DE CONCERTATION

ET DE STRUCTURATION DES RÉSEAUX POUR L'EMPLOI

6.1 L'orientations

Les différentes thématiques traitées par le projet, notamment les manuels de l'employabilité et l'éducation financière, ont mobilisé un grand nombre de partenaires. Cette implication ne s'est pas limitée à la diffusion mais a été importante à tous les moments du développement des outils. En effet, cette stratégie a été conçue comme un élément de structuration de ces organisations permettant de créer des liens entre les partenaires nationaux. La réalité a prouvé que de nombreuses organisations comptaient avec un volet destiné au renforcement de capacités des jeunes à travers des Centres et /ou des initiatives de formation et d'insertion mais les synergies entre organisations étaient ponctuelles.

Une des conclusion tirées a été qu'un réseau devait être crée et développé englobant centres de formation, d'insertion, d'orientation et d'intermédiation. Un des objectifs a été donc de maximiser la collaboration entre les organisations dans les différentes phases du projet (de la conception des activités à la stratégie de sortie) allant jusqu' processus dela démultiplication communes d' agents des différents services. En premier lieu, ce réseau devait incorporer les institutions publiques, les syndicats impliqués dans la mise en oeuvre de projets de promotion de l'emploi, et les centres de formation. Dans un deuxième temps, il était important de les étendre à des institutions disposant des programmes d'insertion et d' engagement de la jeunesse tels que des associations de jeunes ou des organisations non gouvernementales travaillant sur la promotion de l' emploi local tels que les municipalités.

Cette stratégie devrait permettre aux centres, publics et privé d'avoir un entendement, de “ parler un même langage”. Ils utiliseraient les mêmes outils et classifications pour évaluer les compétences des travailleurs et faciliter le match avec les opportunités existantes, Toutes ces actions combinées pourraient améliorer significativement les placements et la prise en charge des jeunes.

Une analyse des structures existantes, de leur répartition géographique au niveau national ainsi que de leurs besoins pour pérenniser la diffusion a conduit à la mise en place le 05 Aout 2013 du Réseau des Partenaires Nationaux. Ainsi, le Réseau s'est doté dans le cadre de la stratégie d'appropriation d'un plan d'action en voie de validation, sans oublier la formation de son bureau.

ETAPE	POURQUOI ?	COMMENT
Comprendre le contexte	Pour éviter la multiplication des initiatives et de créer des synergies	Ouverture d'un canal permanent de dialogue avec les migrants pour diffuser et remonter des informations
Appui	Le projet a appuyé des processus en cours mais aussi avec l' utilisation des outils du projet	Formations des membres, implication dans le dialogue avec les Ministères, participation à leurs forums, soutien vis-à-vis des autorités

Les objectifs du Réseau étaient :

- Garantir les droits des jeunes et leur accès au travail décent.
- Mobiliser des ressources et investissements qui améliorent les structures productives et sociales des localités d'origine, à travers l'élaboration d'initiatives concrètes de développement local.
- Stimuler la collaboration entre les différentes organisations impliquées, les administrations locales et le secteur privé.
- Favoriser l'emploi à travers la création d'entreprises d'économie sociale et l'auto emploi.
- Optimiser le fonctionnement des ressources et services existants en développant les bases pour une meilleure coordination.

Cette initiative a permis de mettre à disposition des jeunes une offre améliorée de services de base dans des domaines concrets (insertion et employabilité, création d'entreprises, droits et obligations, investissement et inclusion financière, etc.), dont l'accès est favorisé grâce au réseau de centres guides.

Les centres guides, un modèle syndicale pour la promotion de l' emploi

Ces centres ont été mis en place grâce aux accords de partenariats développés entre les syndicats espagnols (CCOO et UGT) et leurs partenaires mauritaniens. Tout d'abord orientés vers les questions migratoires très vite, ils se réorientés vers la promotion du développement local et la promotion de la sécurité économique des populations les plus vulnérables . Les questions d'emploi et de formation sont devenues centrales dans leurs actions. Des coopératives féminines et des groupements de jeunes ont bénéficié de leur coaching et appui. Les centres ont joué également un rôle décisif dans la mobilisation de ressources de formation et de sensibilisation. Le BIT a continué le travail initié par les syndicats et les coopératives.

6.2 L'organisation des centres

Le réseau de la Mauritanie est constitué par la Direction de l'Emploi, la Direction pour la Promotion de la Microfinance et de l'Insertion, la Confédération Libre des Travailleurs de la Mauritanie (CLTM), Union des Travailleurs de la Mauritanie (UTM), le Reseau Regional des Associations des Jeunes , (RERAJ), la Confédération Générale des Travailleurs de la Mauritanie (CGTM), le Centre Guide sur la Migration de la CGTM, l'Association des Professionnelle de la Microfinance (APROMI), l'Association pour la Protection de l'Environnement et l'Action Humanitaire (ONG APEAH) ; l'Association des Femmes Chefs de Famille, le Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel (CFPP), le Centre de Formation et de Promotion Feminine (CFPF), CARITAS, GRET, CAPEC, PROCAPEC.

Les centres disposeraient d'un service d'orientation dans chacune de leur localité qui est en lien avec les comités locaux (des syndicats), les groupements de femmes, la formation professionnelle, etc. Leur travail en étroite collaboration avec les entreprises et les autorités locales permet d'améliorer l'accès à l'emploi des jeunes dans leur région. La vocation des centres est ainsi de :

- Orienter les initiatives de développement vers les priorités locales.
- Favoriser la création d'emploi à travers des initiatives d'économie sociale et d'auto-emploi.
- Mobiliser les ressources et les investissements (en particulier les transferts d'argent des migrants).

Le projet emploi des jeunes s'est engagé à dynamiser le réseau de différentes manières (développement d'une synergie, appui à la restructuration et au déploiement des centres dans leur environnement, renforcement des capacités) de façon à adapter l'offre des centres aux besoins de leurs usagers et permettant ainsi :

- Une prise de conscience des signataires de la convention de partenariat de la nécessité de se regrouper.
- De travailler pour une meilleure prise en compte des besoins des usagers des centres.
- L'état des lieux des centres grâce à des visites de terrain (juin-juillet 2011) qui a permis d'évaluer les activités dans chacune des localités et de déterminer des actions visant à renforcer les volets « insertion » et « employabilité » pour assurer la pérennité des centres.



- L'organisation d'ateliers pour, d'une part, partager des documents relatifs au fonctionnement et à l'action du réseau intersyndical et de la diaspora, et d'autre part pour renforcer les capacités des membres du réseau.

Pour parfaire la dynamisation, le BIT s'est appuyé sur deux personnes Achraf Mohamed Ouedraogo responsable de communication du Réseau des Jeunes et le Khadijettou Mint Boukhary personne ressource de la Direction pour la Promotion de la Microfinance et de l'Insertion (DPMI).

Le processus de dynamisation suppose de créer une synergie au sein du réseau pour que chaque acteur sache quel est son rôle, et quand, comment et avec qui le jouer.

Cette synergie s'est installée grâce à la mise en place d'un plan d'action approuvé, et d'un organe de coordination doté de règles de fonctionnement dans lesquelles les différentes structures se retrouvent.

Les objectifs du plan d'action

Un certain nombre de règles indispensables au fonctionnement efficace du réseau ont été proposées à l'appréciation des différents acteurs signataires de la convention de partenariat et validées en Août 2013 par les responsables des centres.

L'utilité de la dynamisation du réseau est concrétisée par son appropriation des outils techniques mis en place par le BIT.

La restructuration des différents acteurs par un déploiement dans leur environnement

Grâce à des actions tendant à renforcer la visibilité des centres dans leur environnement (rencontres avec les associations sportives et culturelles, communication via les radios communautaires, organisation de débats, etc.), les membres du réseau parviennent à nouer des partenariats (avec les écoles de formation, les entreprises de la région, les groupements de femmes, les services déconcentrés de l'Etat (inspection d'académie, etc.) qui contribuent largement à améliorer leur connaissance du maillage des acteurs de l'emploi dans la région et bénéficient directement à leurs usagers.

Renforcement des capacités des formateurs des centres guides.

Les centres guides permettent d'accompagner leurs bénéficiaires qui peuvent être des migrants de retour, des jeunes et/ou des potentiels migrants qui cherchent une formation, un emploi ou un financement pour mettre en place une activité génératrice de revenus.

La dynamisation du réseau a nécessité un renforcement de capacités de celles et ceux qui ont en charge la gestion des centres guides en permettant aux techniciens et techniciennes des centres guides de disposer de moyens (visites sur le terrain, entretiens

téléphoniques, questionnaires, etc.) et de connaissances additionnelles pour répondre de manière efficiente aux besoins de leurs usagers.

Suivi des Démultiplication des formations des usagers finaux.

TÉMOIGNAGE

Pendant 6 mois, Khadijettou Mint Boukhary fonctionnaire de la DPMI, et Achraf Ouedraogo, responsable de communication du REAJ ont dynamisé le réseau de formateurs pour l'emploi dans le cadre du projet. Ce binôme avec des compétences et des profils complémentaires a permis la création de passerelles entre les institutions de la société civile et l'état.

Quel est l'objectif de votre travail conjoint ?

KB : Notre travail a consisté en premier temps à former les membres du réseau en matière d'employabilité et d'insertion, et au-delà, de recentrer les activités des formateurs dans leur rôle de facilitateur de l'insertion, de la formation et de l'accompagnement des jeunes. Il était important que la communication et la connaissance des acteurs s'établissent.

AO : Oui en effet, il nous a fallu un temps pour savoir qui fait quoi. Cette dynamisation permettait d'avoir un avantage comparatif car les organisations appartenaient comme nous à des niveaux institutionnels différents.

Comment vous avez fait faire le « coaching » d'un conseiller en orientation ?

KB : En tant que dynamisateurs, nous avons une stratégie d'identification des personnes ressources dans les organisations. Il fallait comprendre aussi les motivations.

AO : L'idée était de converger vers une offre de service en matière d'orientation. Des activités de base ont été revues ensemble avec le BIT : comment réaliser la cartographie locale des acteurs de l'insertion, alimenter une base de données locale, prospecter auprès des entreprises, faire des entretiens de diagnostic, de suivi, etc. Nous avons aussi travaillé sur leur appropriation dans sa pratique professionnelle quotidienne.

Comment vous voyez la pérennité de votre collaboration ?

KB : La pérennité de nos partenaires mais l'implication de DPMI est un atout important. Dans ce sens, la création d'un bureau est un pas très positif.

AO : C'est aussi à nous les partenaires d'y travailler pour assurer le dynamisme. C'est essentiel la continuité des actions et activités est essentielle d'où l'importance que l'on accorde à notre plan d'action.

6.3 Les perspectives du réseau :

Les réunion se sont centrés sur comment assurer une continuité du travail conjoint. Suite à ses discussions des recommandations ont repris les principales préoccupations et besoins des organisations. Par ailleurs, un plan d’action établi par les partenaires a été adopté comme feuille de route.

RECOMMANDATIONS
Continuer le suivi et l'évaluation des formateurs avec la mise en place effective du système d'accréditation pour la certification des formateurs du Réseau ;
Trouver des moyens financiers avec l'extension du projet, afin d'appuyer la mise en place de séances de démultiplications dans la vallée du fleuve Sénégal, à l'intérieur et au nord de la Mauritanie ;
S'atteler à l'installation effective des Cellules d'insertion au niveau des centres de formation du pays pour permettre un meilleur encadrement des jeunes durant leurs parcours professionnel ;
Penser à former les agents et le personnel de certaines structures membres du réseau en employabilité et en éducation financière pour renforcer la diffusion des guides ;
Impliquer le Ministère de l'économie et du Développement et le Secteur privé, afin de bénéficier de leurs appuis financier pour maximiser la diffusion ;
Penser à impliquer d'avantage les IMFs et banques présentes en Mauritanie pour élargir la diffusion et garantir la pérennité des outils ;
Œuvrer au respect des rencontres périodiques et tournantes dans le cadre du Réseau pour favoriser la synergie et la cohérence des actions ;
S'approcher du Ministère de la Communication pour un soutien logistique dans le cadre d'éventuelles mises en place de séances de sensibilisation sur les guides à travers le pays ;
Mettre à la disposition du Réseau un local au sein de la DPMIP et ;
Œuvrer avec l'appui du BIT, à l'extension du Réseau au niveau sous régional.



PLAN D'ACTION DU CADRE NATIONAL DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME (RÉSEAU) POUR L'ANNÉE 2015- 2017							
	ACTIVITÉS	INDICATEURS	DÉLAIS D'EXÉCUTION	ACTEURS	PARTENAIRES	LIEU	MOYEN ET RESSOURCES
1	Recherches de partenaires en vue de l'extension du projet dans 3 ans.	Nombre de partenariats obtenus	2015 - 2017	Membres du Réseau	Partenaires techniques et financiers (AECID, AFD, BIT, PNUD, UNICEF, OIM etc).	Mauritanie.	Mobilisation par le Réseau
2	Atelier de Formation des Formateurs en employabilité et en éducation financière avec les membres du Réseau.	Nombre de formateurs formés	2015 - 2017	Membres du Réseau/BIT	Autres partenaires (BIT , PNUD, UNICEF, OIM etc).	Dans la vallée du fleuve et à l'intérieur du pays.	Appui BIT, Formateurs
3	Démultiplication des outils de l'employabilité et d'éducation financière.	Nombre de Bénéficiaires formés	2015 - 2017	Membres du Réseau/BIT	Partenaires techniques et financiers (AECID, AFD, BIT, PNUD, UNICEF, OIM etc).	Dans la vallée du fleuve et à l'intérieur du pays.	Appui BIT, Formateurs
4	Sensibilisation à grande échelle sur les outils.	Nombres de personnes touchées	2015 - 2017	Membres du Réseau	Partenaires techniques et financiers (AECID, AFD, BIT , PNUD, UNICEF, OIM etc).	À travers les wilayas de la Mauritanie.	Mobilisation par le Réseau
5	Création de cellules d'insertion au niveau des centres de formation et d'insertion.	Nombre de cellules installées	2015	DI/DFPA	BIT	CFPP, CFPE, LFTPC, CFIP, Lycée technique etc.	disponibilité des ressources humaines et de la logistique
6	Elaboration d'outils de suivi des jeunes demanceurs d'emploi.	Outils de suivi élaborés et disponibles	2015	Téchniciens(e) des cellules, DI, ANAPEJ, DFPA	BIT/Autres partenaires.	CFPP, CFPE, LFTPC, CFIP, Lycée technique etc.	Consultant
7	Organisation d'ateliers de partage entre le Réseau mauritanien et le réseau sénégalais	Rapport d'activité	2015	Membres des deux Réseaux	BIT/Autres partenaires	Rosso Mauritanie ou Rosso Sénégal	Appui du BIT et recherche d'autres partenaires
8	Création d'une base de données d'un reseau des formateurs en Mauritanie	Réseau créé	2015	Membres du Réseau	BIT/Autres partenaires	Mauritanie	Appui du BIT et recherche d'autres partenaires
9	Coaching des Techniniens (e) des cellules d'insertion	Nombre deTechniniens (e) coachés	2015	Réseau	BIT/Autres partenaires	Nouakchott	Appui du BIT et recherche d'autres partenaires
10	Orgnisation des réunion périodiques dans le cadre du Réseau	Nombre de réunions réalisées	2015- 2017	Membres du Réseau	BIT/Autres partenaires	Réunion tournante à Nouakchott et dans les autres régions	Appui du BIT et recherche d'autres partenaires

PARTIE VII LA COMMUNICATION

ET LE PLAIDOYER AU SERVICE DE L'EMPLOI

Une communication spécifique et une stratégie de plaidoyer se sont avérées des besoins pour donner une visibilité aux actions entreprises et favoriser l'utilisation des outils à destination des jeunes. Indispensable, la communication était d'autant plus légitime que les actions entreprises à médiatiser étaient concrètes.

Dans son principe, la communication était un volet indispensable pour faire connaître à tous les publics cibles (partenaires, institutionnels, PTF, médias, grand public) le bien-fondé de la démarche. Caisse de résonance, elles permettaient de détailler, approfondir, susciter la réflexion et nourrir un dialogue dans la société civile au sens large.

Aspect important, aux niveaux macro et meso, un volet communication réussi a permis permet d'attirer de nouveaux PTF sur le travail du BIT en Mauritanie.

Au vu des résultats positifs obtenus après l'opération de communication intitulée "La semaine du BIT" (deuxième semaine de juin 2013), la pertinence de ce choix est incontestable et mérite d'être analysée pour d'autres les projets menés dans la sous-région.

La notoriété du BIT constatée en Mauritanie dans tous les publics, comme partenaire de développement du droit et promoteur de politiques cadres, nécessite d'être mieux comprise par les différents publics pour en faire un levier vers des actions plus inscrites dans la durée et à de plus larges échelles.

Le BIT peut capitaliser cette image pour se donner les moyens d'aller plus loin dans les actions entreprises.

7.1 Pourquoi une stratégie de plaidoyer dans le cadre du projet

1. Pour prolonger la durée du travail réalisé par l'organisation dans la promotion de l'emploi décent et rendre plus pertinente l'action de notre projet et de notre organisation,
2. Pour impliquer davantage les réseaux locaux et mettre en place des stratégies pour faire face à la crise de l'emploi et favoriser la participation des jeunes dans la diffusion des outils de communication,
3. Pour rendre le projet, et l'action du BIT en général, plus efficaces en créant des synergies avec les autres programmes orientés vers la promotion de l'emploi des jeunes et augmenter les ressources humaines et techniques disponibles pour cette problématique clef.

4. Pour donner au BIT une visibilité médiatique en accord avec son poids dans la promotion des politiques de l'emploi et du bien-être des travailleurs dans la sous-région et dans le monde et, plus généralement, dans les politiques de promotion du droit social.
5. Pour renforcer la dotation financière potentielle des PTF et attirer l'attention de futurs partenaires.

7.2 Objectifs

La stratégie de plaidoyer avait pour objectif général de promouvoir, à différents niveaux, les droits des jeunes à l'emploi décent et productif sur la base des éléments décrits ci-dessus. Cette diffusion devait permettre d'avoir un impact positif à terme dans l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi et d'avancer vers les objectifs fixés dans le PPTD en lien avec le DSRP. Les activités sont orientées dans les axes suivants :

1. La sensibilisation du grand public et notamment les jeunes sur les possibilités, les opportunités et les ressources mises à leur disposition.
2. Le renforcement du soutien et de l'engagement citoyen en faveur des politiques publiques et les pratiques en lien avec la création de l'emploi décent.
3. La nécessité de mobiliser des ressources complémentaires (gouvernementales, bailleurs et des PTF) pour assurer le renforcement du BIT au gouvernement de la Mauritanie dans le cadre du PPTD.
4. L'information sur les opportunités sectorielles.
5. Le renforcement de la cohésion et la prise de conscience de tous les acteurs, via l'éclairage médiatique, du bien-fondé de l'action du BIT sur les questions d'emploi des jeunes

7.2.1 Les activités

Plus spécifiquement, les activités prévues dans ce plan d'action répondent à deux objectifs distincts :

D'une part, il s'agissait d'augmenter la connaissance et le soutien des actions promouvant la création d'emplois des jeunes productifs au niveau des décideurs et du grand public en Mauritanie pour renforcer leur capacité à intervenir dans ce domaine. Cela passait par des activités de communication et de plaidoyer.

D'autre part, l'objectif a été de capitaliser le travail du BIT et de ses programmes pour faciliter l'action du gouvernement et les actions des programmes des autres partenaires pour, en définitive, accélérer l'atteinte des résultats de développement.

En ce qui concerne les messages et le contenu spécifique des activités de communication et de plaidoyer, ils étaient alignés sur les priorités nationales. Il s'agissait notamment de faire référence :

- A l'appui nécessaire au développement des actions identifiées de la nouvelle politique pour l'emploi en appuyant sa mise en œuvre sur l'accord-cadre entre le BIT et la Mauritanie ;
- A l'amélioration de l'employabilité des jeunes et à la diffusion des manuels de l'emploi des jeunes ;
- A l'importance de favoriser l'inclusion financière comme instrument au service de l'emploi décent grâce aux outils d'éducation financière ;
- A l'existence des nouveaux secteurs porteurs verts en Mauritanie avec un fort potentiel de création d'emplois dans les filières de l'écoconstruction, des énergies renouvelables et de l'agriculture biologique ;
- En préconisant la valeur de la formation professionnelle et les développements en cours dans ce domaine.

7.3 Une stratégie de plaidoyer pour informer et éduquer : comment sensibiliser

Principes directeurs de la sensibilisation

Quelques principes ont guidée notre sensibilisation. Ils ont structuré les messages médiatiques et ont été très largement relayés par l'ensemble du paysage médiatique autour des thèmes suivants :

- Une démarche vers l'emploi s'apprend : il est important d'agir sur les changements de comportement des jeunes mais aussi auprès des autorités au niveau national.
- Les femmes, responsables des ménages, doivent une cible prioritaire de la sensibilisation.
- Les autorités locales et nationales, même si elles sont convaincues de l'importance de l'enjeu et affichent un discours pro-emploi, doivent être sensibilisées aux solutions concrètes favorisant la création d'emploi, à leur coût socio-économique et aux possibles mises en œuvre.

Comment sensibiliser ?

Des actions ciblées sont prévues sous les formes suivantes : briefings, ateliers de présentation, formation et structuration d'un réseau de jeunes journalistes sensibilisés aux questions d'emploi, séances de travail, et campagnes de sensibilisation médiatique et sur le terrain.

Les actions prendront plusieurs formes : caravanes d'information, concerts, campagnes de sensibilisation, projections de film, diffusion de tracts, groupes de musique populaires, groupes de discussion, etc.

Les canaux d'informations ont couverts tout le spectre du paysage médiatique : radio, télévision, journaux, internet, tracts, etc. Identifier les canaux d'information réellement efficaces est indispensable.

TÉMOIGNAGE

Entretien avec Ahmed Habib Diallo de la Radio Jeunesse/Mauritanie

Quelle est la nature de collaboration principale que Radio Jeunesse et la presse de manière générale a eu avec le Projet Emploi productif et travail décent des jeunes de Mauritanie ?

C'est juste avant la semaine du BIT que nous avons été saisis par le chargé de presse du projet ayant abouti à une collaboration en termes de formation des journalistes issus du club des jeunes journalistes, de couverture d'activités et d'émissions radio sur les thèmes d'Employabilité et d'Education Financière.

Quel est le rôle du journaliste dans la promotion de l'emploi ?

Aussitôt que nous journalistes, avons été formés, informés et sensibilisés sur l'emploi productif et travail décent, nous avons mené une campagne de sensibilisation via des émissions radio où on parle de la thématique en invitant des experts spécialistes de la question et d'autres jeunes (rappeurs, chômeurs, étudiants...) pour créer une discussion sur l'emploi et la formation en Mauritanie. Nous nous sommes rendu compte que cela correspondait à une attente de la part du public. Pour ce qui est de mon cas personnel, la formation m'a été d'un apport double : d'abord en tant que journaliste (émissions, discussions) mais aussi en tant que jeune où je peux véhiculer le message à mon entourage direct (quartier, associations, club...). Bref, la formation en Education financière et en Employabilité m'a donné une vision plus élargie sur la thématique.

Quelle est selon vous la meilleure stratégie pour former et diffuser l'information sur l'Emploi productif et travail décent ?

Il faut continuer à travailler avec des structures organisées et se rapprocher davantage de la presse. Pour nourrir son plaidoyer, diffuser l'information et sensibiliser, la presse reste le moyen le plus efficace. Les journalistes ont aussi besoin d'être renforcés pour mieux interroger, informer, orienter le débat, le cadrer et l'animer.

7.4 Le projet « Rap Citoyen Mauritanie » a eu lieu du 02 / 03 au 15 / 07 2013 à Nouakchott.

7.4.1 Phases

- Etude de faisabilité acteurs du monde de la musique
- Choix des jeunes
- Ateliers participatifs
- Implication de musiciens emblématiques pour appuyer les jeunes
- Restitution concerts auprès d'autres jeunes
- Utilisation du matériel de sensibilisation dans les médias et les caravanes de sensibilisation



Les marraines du projet et la participation des musiciens traditionnels mauritaniens

Projet unique par sa démarche, l'album « Rap Citoyen Mauritanie » l'a été aussi sur le plan musical. La participation de musiciens traditionnels de haut niveau sur l'album rap a créé une émulsion inédite entre les musiques noires américaines qui sont la voie d'expression des jeunes négro-Mauritaniens et les sonorités arabo-berbères traditionnelles. L'album est donc de ce point de vue un véritable album de fusion mauritanien.

Les musiciens qui ont participé au projet :

- Noura Mint Seymali (Ardin et Chant)
- Geich Ould Chighaly (Guitare)
- Mohamed Seyied (Tidinit)
- Hamadi Dia (Hodou)
- Babi Sarr (Guitare Acoustique)
- Israel Rodrigues (guitare basse, guitare, flûte et programmation).



Les marraines du projet :

Musiciennes mais aussi figures de l'engagement social et de l'ouverture de la société mauritanienne sur le monde, Malouma Mint Meïddah et Noura Mint Seymali ont véritablement fait leur ce projet dont la thématique leur semblait fondamentale.

Malouma Mint Meïddah

Malouma est la chanteuse la plus célèbre dans et hors de Mauritanie avec sa fusion des mélodies traditionnelles et de blues touareg. Femme engagée sur les questions sociales, sociétales et environnementales, elle siège au Sénat de son pays depuis 2007. A la présentation du projet Rap Citoyen Mauritanie, elle a été touchée et a par la suite affiché un soutien sans faille au projet en proposant notamment de jouer sur l'album et mettre son studio de répétition à disposition des jeunes. Malheureusement, des soucis de santé l'ont tenue éloignée de la Mauritanie lors de la phase finale d'enregistrement des chansons. Elle reste néanmoins un formidable vecteur de popularité pour les jeunes et pour les projets futurs.

Noura Mint Seymali

Noura est une star montante de la scène internationale, particulièrement depuis son album Tzenni, enregistré à New-York en 2014. Par son talent, la jeune femme, a su ouvrir la tradition griotte maure aux influences contemporaines, tout en restant une icône de la musique mauritanienne. Touchée par la question de l'emploi des jeunes, elle a été une des marraines du projet Rap Citoyen Mauritanie et a prêté sa voix et a joué de l'ardîn (harpe à 12 cordes avec une calebasse tendue de peau comme caisse de résonance) sur certains morceaux, ce qui a contribué à créer la première fusion de la musique negro mauritanienne avec des sonorités arabo-berbères.

7.4.2 Le déroulement du processus

La démarche est basée sur la communication participative dans laquelle les jeunes issus d'un public cible (jeunes chômeurs) sont invités à investir des ateliers de création musicale. Les produits finaux issus de ces ateliers ont été utilisés comme support audio pour la sensibilisation autour des messages clefs précédemment identifiés. Ces supports audio de communication ont été diffusés à travers des concerts d'éducation populaires, des caravanes de sensibilisation, des émissions de radio et d'autres moyens disponibles sur place.

En préalable, une étude de faisabilité de deux mois, réalisée à Nouakchott, a permis de mettre en phase le projet avec le contexte et les manifestations musicales appropriés pour la réalisation du projet. La musique et le rap en particulier, à travers sa vocation de vecteur de messages à caractère social, se sont alors imposés comme médium idéal de communication auprès des jeunes.

Les participants, encadrés par Israël Rodrigues, musicien brésilien professionnel de la communication sociale par la musique, se sont ainsi réunis pendant quatre semaines pour écrire 16 morceaux de rap sur l'emploi et l'éducation financière, véritables messages citoyens à l'intention de l'ensemble des jeunes Mauritaniens pour lesquels la construction d'un parcours professionnel est une priorité.

La méthodologie adoptée lors des ateliers permet que les jeunes, eux-mêmes issus du public cible, deviennent de véritables agents de changement social dans leurs communautés. Ils sont invités à participer à un profond processus de transformation sociale, dans lequel l'expression de leurs rêves, de leurs peurs, leur colère et leur volonté deviennent les moteurs d'un changement pour eux-mêmes et leur propre communauté. Au travers de la musique se développent le sens de l'action collective et de la responsabilité sociale.

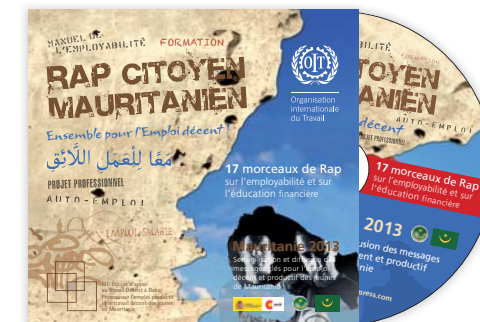
Dans la phase de diffusion nous avons touché un public d'environ 50 000 personnes. Toutefois, Il demeure difficile de mesurer les résultats sur le moyen et long terme, car le projet s'est cantonné à une démarche de sensibilisation. Cependant, nous avons identifié trois modalités d'impacts notables pour garantir le succès de cette intervention :

1. Les jeunes bénéficiaires : le changement de comportement, l'émancipation, la prise de décision, l'autonomie, la prééminence sociale et le développement de la participation sociale des jeunes les plus vulnérables.
2. Les cercle des jeunes vivant dans ces circonstances similaires : plus difficile d'en mesurer l'impact mais c'est la bonne voie pour populariser les messages, car il s'agit de sensibiliser leurs pairs au sens large. En intégrant la participation du public cible dans le processus de création et de l'élaboration d'un matériel (support) de sensibilisation, l'approche et la propriété est plus profond et optimale.
3. Pertinence du public et lobbying : un nouvel instrument capable de générer une couverture médiatique et une visibilité institutionnelle incontournable, tels que des messages diffusés.



7.4.3 le contenu du CD Room

- 17 morceaux de musique dans les 5 langues nationales basés sur les messages clefs autour de l'employabilité et l'éducation financière ;
- Les manuel de l'Employabilité et le livret de l'apprenant d'Education Financière



Distribution. 500 exemplaires distribués de la manière suivante :

- **80 CD** destinés aux jeunes bénéficiaires, musiciens participants et jeunes du RERAJ (réseau des jeunes de Nouakchott)
- **200 CD** distribués lors des conférences pour la Semaine du BIT en Mauritanie
- **50 CD** distribués lors d'un atelier de formation avec les journalistes
- **100 CD** destinés à la libre distribution par les jeunes bénéficiaires dans leurs quartiers
- **30 CD** distribués lors d'une cérémonie de remise des attestations de reconnaissance
- **40 CD** destinés à la mémoire du projet

Total approximatif des jeunes touchés (estimation) : 66000 jeunes.

7.5. La Semaine du BIT

7.5.1 les principes directeurs et canaux de communication

Dans le détail cette opération de communication multi-niveaux a visé les institutions politiques et administratives en charge des questions d'emploi, les partenaires institutionnels, syndicaux et associatifs du BIT, la presse, et bien entendu les jeunes. Le but de cette opération était de :

- Montrer le travail effectué et le chemin parcouru aux acteurs.
- Renforcer la cohésion des parties prenantes et l'appropriation du programme par chaque entité.
- Créer un réseau de journalistes sensibilisés aux questions d'emploi.
- Favoriser la réflexion collective par des ateliers thématiques (construction verte, éducation financière, outils de l'employabilité, rôle des centres de formations...).
- Faire connaître et se connaître les acteurs.
- Créer une dynamique favorable à l'autonomisation des acteurs qui survivra au programme.

Calendrier de la Semaine du BIT

12 et 13 juin 2013 :

Reportage sur un atelier de formation en employabilité pour les conseillers de l'ANAPEJ par des journalistes de la presse arabophone mauritanienne.

Lundi 17 juin 2013 :

Journée de formation des journalistes.

Vendredi 21 juin :

Concert des jeunes rappeurs au quartier de Dar Naïm.

Dimanche 23 Juin 2013 :

Ouverture officielle de la Semaine du BIT.

Lundi 24 Juin 2013 :

Atelier national sur l'employabilité des jeunes.

Mardi 25 Juin 2013 :

Atelier national sur les niches vertes et le potentiel de création d'emplois des jeunes.

En soirée :

Concert des jeunes rappeurs au stade de Basra.

Mercredi 26 Juin 2013 :

Atelier national sur l'éducation financière des jeunes en Mauritanie.

7.5.2 Les matériaux de diffusion

La Semaine du BIT a vu la production de supports de communication en français, en hassanya et dans d'autres langues nationales à partir des messages clés tirés du Manuel de l'employabilité en matière de projet professionnel, de formation, d'emploi salarié et d'auto-emploi.

7.5.3 Le site www.emploisjeunemauritanie.wordpress.com

Internet est le media de la jeunesse et la création d'un site dédié à l'emploi en Mauritanie s'est imposée comme une nécessité pour donner à ces questions une caisse de résonance contemporaine de nature à rallier la jeunesse. Par ailleurs, sa persistance dans la durée constitue à la fois un centre de ressources mais est également porteur d'opportunités pour l'avenir. Enrichi régulièrement, il peut devenir un carrefour de référence pour les jeunes en quête d'emploi. Réalisé par un professionnel, il comporte quatre pages qui se composent comme suit :



- Page d'accueil avec présentation du programme, logotypes du BIT et de la République islamique de Mauritanie, de l'AECID et une présentation en bandeau bilingue de la Promotion du travail productif et de l'emploi décent.
- Page Guides avec tous les Manuels et Guides de l'employabilité et de l'éducation financière en français et en arabe consultables ou téléchargeables en ligne.
- Page Rap avec tous les morceaux de rap sur l'employabilité et l'éducation financière agrémentée de photos d'ambiance des groupes de jeunes.
- Page Partenaires avec des liens vers les sites des partenaires institutionnels et civils.

Les canaux de diffusion et public touché estimé

- Ateliers de formation et création des supports - **45 Jeunes**
- **1 Site web** - <http://emploisjeunemauritanie.wordpress.com/>. A ce jour, il a enregistré environ **3000 visites**.
- **2 Concerts** d'éducation populaire :
 - Concert au quartier de Dar Naïm / Nouakchott
Public atteint : Environ **600 personnes**
 - Concert au Stade de Basra /Nouakchott

Public atteint : environ 6.000 personnes

- **3000 dépliant**s distribués à la main à **3000 personnes**
- **7 Émissions** à la radio : Environ **55 000 personnes**
- **4 séquences télévisées** : Non mesuré
- **26 articles** de presse (internet et papier) pendant la semaine du BIT

TÉMOIGNAGE

Mariam Kalidou, 25ans, raconte son expérience avec le rap citoyen mauritanien

« Bonjour, avant tout, permettez-moi de vous remercier de m'avoir donné la possibilité de parler de mon expérience avec le Projet Emploi productif et travail décent des jeunes de Mauritanie.

Comme beaucoup de jeunes du RERAJ, j'ai participé aux restitutions en Education Financière et Employabilité. J'en ai appris beaucoup de choses surtout sur l'intérêt à bien gérer son argent pour atteindre ses objectifs financiers et les démarches à suivre pour chercher un emploi.

Par la suite, consciente des avantages de la formation, j'ai accepté de participer à la formation musicale bien que en tant que femme, il est difficile ici en Mauritanie et dans ma famille de faire de la musique.

J'ai compris que le rap était un instrument de sensibilisation comme les autres ; théâtre, sketches. Cela m'a donné aussi l'occasion de participer aux émissions de radio où je parle de l'emploi des jeunes en Mauritanie. »

ANNEXE 1 FICHEL TECHNIQUE

Activité	Journée de validation technique des programmes de formation dans des domaines verts porteurs
Date	12 décembre 2012
Type	Atelier / Journée de validation
Lieu	Centre de Formation et d'Échange à distance (CFED), Nouakchott (Mauritanie)
État de lieu	Réalisé
Pays impliqués	Mauritanie
Partenaires	INAP-FTP
Définition et concept	Atelier/journée de validation de trois modules de formation élaborés par l'INAP-FTP avec l'appui du BIT.
Antécédents, contexte	Après avoir suivi les recommandations de 2 étude et atelier concernant notamment l'amélioration de l'offre professionnelle en Mauritanie, le Projet a commandé à l'INAP-FTP trois modules de formation dans des domaines liés à l'environnement.
Objectifs visés	Mise en place d'un mécanisme pour l'amélioration du système de la FP en Mauritanie et son adaptation à la demande à partir de la prise en compte des opportunités de développement autour des emplois verts.
Objectifs spécifiques	Présentation et validation de 3 modules de formation verts : 1. Programme de formation qualifiante en éco construction (Maçonnerie pierre et argile). Dénomination du métier : aide maçon pierre, aide maçon argile : • Nombre de modules : 15 • Durée globale en heures : 660 • Conditions d'accès : Niveau d'instruction de base. • Mode de formation : Par apprentissage. • Type de formation : Formation qualifiante. 2. Programme de formation qualifiante en Agriculture biologique. Dénomination du métier : Ouvrier semi-qualifié en agriculture biologique, Producteur Bio, producteur agro écologique. • Nombre de modules : 07 • Durée globale en heures : 665 • Conditions d'accès : Niveau d'instruction de base. • Mode de formation : Par apprentissage. • Type de formation : Formation qualifiante.

	3. Programme de formation qualifiante en énergies renouvelables Dénomination du métier: Réparateur des équipements solaires et éoliens, technicien en réparation des équipements, éoliennes. • Nombre de modules 10 • Durée globale en heures 630 • Conditions d'accès Minimum CAP en Génie électrique, électromécanique, génie mécanique. • Mode de formation Par alternance. • Type de formation Formation qualifiante.
Nombre de participants et structures	29 participants de 20 structures du gouvernement, des organisations syndicales, des employeurs et de la société civile.
Institutions représentées	INAP-FTP, Tenmiya, GIZ, Direction d'Emploi, Direction de la Formation Professionnelle, Direction de l'insertion, ANADER, ONG El Ghad Essihi, FAO, Anapej, Ordre d'Architectes, PPPT, CSET, CFPP Kaédi, Centre de formation de Nouakchott, UNFPA, LFTP Boghé.
Organisation	1. Discours d'ouverture du Secrétaire Général du Ministère délégué au-près du Ministère d'Etat à l'Education Nationale chargé de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et des Nouvelles Technologies. 2. Un exposé sur L'importance de la formation dans le cadre du développement des secteurs verts. Le travail du BIT autour des emplois verts en Mauritanie (rappel du contexte). 3. Présentation des programmes de formation qualifiante en : a) bio agriculture; b) éco construction, et c) entretien et réparation des installations solaires et éoliennes. 4. Discussions. 5. Travaux de Groupe sur la validation des trois programmes. 1. Programme de formation qualifiante en bio agriculture. 2. Programme de formation qualifiante en éco construction. 3. Programme de formation qualifiante en entretien et réparation des installations solaires et éoliennes.
Résultats obtenus	1. Pertinence des programmes en relation avec le développement des activités professionnelles des secteurs ciblés et l'offre du marché d'emploi. 2. Impulser la volonté politique et la décision pour l'implantation de ces programmes de formation et l'encouragement des secteurs d'activités ciblées en vue de favoriser l'émergence du marché de l'emploi et l'engagement des opérateurs des bâtiments et travaux publics (BTP). 3. Pertinence du programme de bio agriculture dans un contexte de recherche et de développement de stratégie pour la sécurité alimentaire.

	4. Nécessité d'accompagner la mise en œuvre des formations à travers des projets pilotes pour l'insertion. 5. Prise en compte dans les programmes futurs des thèmes liés à l'agroforesterie, au traitement à la transformation et à la gestion des déchets plastiques et aux besoins en formation pour la confection des foyers améliorés. 6. Importance du programme de bio agriculture dans les zones isolées qui souffrent de déficit de ressources en eau , la vulgarisation et la promotion de procédés et de techniques et méthodes qui ne dégradent pas le sol et favorisent l'utilisation du compost. 7. Capitaliser les expériences dans l'utilisation de l'argile cuite et la valorisation des matériaux locaux. 8. Introduire un module sur la gestion et l'entrepreneuriat dans les trois programmes de formation. 9. Validation de l'ensemble des objectifs et des contenus des programmes et intégration d'un module «connaissance du métier » dans le programme d'éco-construction.
--	--

Activité	Emplois verts et génération d'opportunités dans le cadre de l'économie verte en Mauritanie
Date	Du 17 à 19 Juillet, 2012
Type	Atelier national
Lieu	Centre de Formation et d'Échange à distance, Nouakchott (Mauritanie)
État de lieu	Finalisé
Pays impliqués	Mauritanie et Sénégal
Partenaires	ENDA
Définition et concept	Etendre le processus de réflexion autour des possibilités de création d'emploi décent dans les domaines liés à l'environnement aux pays de la sous région, et à la Mauritanie en particulier. Au Mali, les événements politiques ont interrompu ce processus.
Antécédents, contexte	La démarche entamée au Sénégal à partir des séminaires : 1. Emploi Vert et Développement local : Une nouvelle approche territoriale pour l'emploi et l'adaptation climatique. 2. Reverdir l'économie discussion initiale vers un programme national pour la promotion des emplois verts dans le développement local de bassin migratoire.

	et des études de recherche : 1. Analyse des potentialités de création d'emplois verts dans les régions de Kolda, Matam et Saint Louis. Migration, développement local et potentialités. 2. Matériaux locaux et éco architecture au Sénégal, état des lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte.
Objectifs visés	1. Promouvoir une approche intégrée autour de la génération d'opportunités dans les secteurs verts, en particulier dans le domaine de l'écoconstruction, l'agriculture et les énergies renouvelables. Par ailleurs, les travaux mettent l'accent sur l'importance du développement local pour faire face aux défis migratoires liés au changement climatique et à la désertification. 2. Promouvoir une cohérence des interventions des acteurs au niveau local et intégrer la migration dans les plans locaux de développement. 3. Analyser le potentiel des transferts des migrants sur les territoires locaux et le rôle de l'éducation financière pour en améliorer l'impact. 4. Réfléchir sur la mise en place d'une approche territoriale dans les mécanismes d'insertion et dans la recherche de solutions innovantes. 5. Partager les résultats de l'étude sur le potentiel des emplois verts au niveau local, approfondir les connaissances des concepts fondamentaux liés aux emplois verts et échanger sur les expériences en la matière. 6. Prendre en compte les apports et rôles des parties prenantes et des partenaires sociaux en facilitant la connaissance des opportunités de formation sur l'emploi vert. 7. Dynamiser le partenariat entre les structures mandatées pour intervenir, favoriser le lien entre elles pour une meilleure synergie et une approche intégrée tout en engageant d'autres pays de la région du Sahel de façon progressive. 8. Rapprocher les bailleurs de fonds avec des idées concrètes, réalistes et innovantes.
Objectifs spécifiques	Restitution initiale du rapport : « emplois verts, analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens ».
Nombre de participants et structures	99 participants du gouvernement, des organisations syndicales, des employeurs et de la société civile. 24 structures.
Institutions représentées	CFPP Kaèdi, ONG Aziza, PPPT, GIZ, Direction de l'Insertion, ONG Apromi, Direction de l'Agriculture, CSA, CNRADA Kaèdi, Réseau NASR, Ordre des Architectes, ANAPEJ, MALAT, Tenmiya, FAO, UNFPA, INAP-FTP, ONG El Ghad Essihi, ONG FAP, CSET, AECID, Gret.
Organisation	Plénières thématiques sur la migration, l'environnement, l'emploi et le développement local et des sessions de travail en groupe. La troisième journée a été consacrée à l'éco construction.
Résultats obtenus	Texte consolidé de recommandations.

	
Titre	Analyse du potentiel de créations d'emplois verts dans les bassins migratoires mauritaniens
ISBN	978-92-2-227110-8 (print) 978-92-2-227111-5 (web pdf)
Date	Janvier, 2013
Type	Étude de recherche
Lieu	Régions de Kolda, Matam et Sain Louis au Sénégal.
État de lieu	Publié
Pays impliqués	Mauritanie
Partenaires	ENDA
Antécédents, contexte	Volonté du BIT et ENDA Énergie du réseau d'ENDA-TM de poursuivre la réflexion autour du potentiel de l'économie et des emplois verts.
Objectifs globaux	1. Identifier les opportunités de création d'emplois verts dans les bassins migratoires de la Mauritanie ; 2. Améliorer la connaissance du marché du travail au niveau local afin de guider les responsables politiques dans la promotion des emplois verts.
Objectifs spécifiques	1. Examiner et comprendre la structure des emplois liés à l'environnement et aux écosystèmes en Mauritanie pour ensuite approfondir les synergies entre la création d'emplois verts et la lutte contre la pauvreté en milieu rural, ainsi que pour répondre aux défis du manque d'emploi et du changement climatique ; 2. Être un outil de prise de décision pour aider à la réduction de la pauvreté en Mauritanie par la création d'emplois décents dans les domaines des secteurs verts émergents ; 3. Promouvoir la transition vers un modèle de croissance juste du point de vue social, économiquement viable et respectueux de la nature ; 4. Lier l'approche haute intensité de la main-d'œuvre (HIMO) à la création d'emplois durables du point de vue environnemental et au processus migratoire ;

	5. Estimer le volume et les niches d'emplois verts en Mauritanie ; 6. Analyser la pertinence d'une formation en entrepreneuriat dans le domaine des emplois verts à l'échelle locale ; 7. Guider l'élaboration d'un plan d'action national pour la promotion des emplois verts.
Approche méthodologique	Le processus de recherche s'articule autour des secteurs porteurs tels que les énergies renouvelables, la gestion des déchets, la construction durable, le transport, la gestion de l'environnement et l'agriculture biologique, à travers une approche chaîne de valeur pour identifier le potentiel de création d'emploi tout au long de la filière.
Nombre d'experts consultés	83 experts de 37 structures du gouvernement de la Mauritanie, des employeurs, des syndicats, de centres de recherche et la société civile.
Institutions consultées	ANADER, ADER, Ministère de l'Environnement, CNRADA, Anapej, Direction de l'Insertion, Direction de la Formation Professionnelle, Tenmiya, Gret, El Ghad Essihi, Association des Jeunes Diplômés Chômeurs, PNUD, FAO, CRAER, PSPVN, INAP, AECID, GIZ, CFPP de Kaédi, CFPP Rosso, Action Contre la Faim, Ecodev, GRDR, USAID, Counterpart, École Nationale de Vulgarisation Agricole, Centre Technique de Boghé, SONADER, Agence de Développement Urbain de Nouakchott, Ordre d'Architectes de Mauritanie, Union des Architectes Maghrébine, CFPP de Nouakchott, CSET Rosso.
Résultats	Recommandations pour la promotion de l'économie et des emplois verts : L'offre de formation • Renforcer l'offre d'enseignement des filières porteuses d'emplois verts ; • Redimensionner la formation aux besoins du marché du travail ; • Valider les formations acquises par les migrants : la création de cadres de partage d'expériences et de connaissances acquises à l'étranger permettra d'identifier et, au besoin, de valider les connaissances acquises par les migrants. La recherche • Promouvoir la recherche dans le domaine des emplois verts : les ressources documentaires sur les emplois verts sont limitées en Mauritanie. Ce défi majeur interpelle les universitaires, les centres de recherches, les ONG, etc. qui doivent constituer un corpus documentaire sur les créneaux porteurs au profit des acteurs politiques et des bénéficiaires. Le financement • Mettre en place un fonds d'appui aux initiatives de création d'emplois verts : l'accès au crédit constitue une des difficultés majeures à la promotion des emplois verts ; • Orienter les politiques budgétaires et les prises de décision pour valoriser l'économie verte ;

- Orienter l'épargne des migrants vers des créneaux productifs ;
- Identifier et vulgariser les mécanismes de financements existants afin de rendre le crédit pour les filières porteuses plus accessible.

La technologie

- Favoriser le transfert et le développement de la technologie par des politiques de prix et fiscales incitatives ;
- Promouvoir la technologie locale, efficace et adaptée au contexte local pour le développement de filières porteuses comme l'agriculture, l'élevage, la maîtrise de l'eau, etc. dans les wilayas situées sur le long de la vallée du fleuve Sénégal ;
- Mise en place d'une réglementation thermique et énergétique dans le secteur du bâtiment pour réduire la dépendance du pays aux énergies fossiles.

Les stratégies politiques

- Accompagner les collectivités locales pour intégrer les créneaux verts dans leurs politiques de développement local ;
- Sensibilisation des acteurs politiques à travers des stratégies d'information : les autorités politiques et les leaders d'opinions ont un rôle déterminant à jouer dans la transition écologique de l'économie ;
- Mettre en place des cadres propices permettant de valoriser les savoirs locaux et ceux des migrants ;
- Promouvoir le partenariat public-privé.

Recommandations spécifiques aux filières étudiées :

- Mettre en place des modules spécifiques liés aux filières de l'agriculture durable, de la construction verte et des énergies renouvelables au sein des centres de formation technique des Wilayas ;
- Renforcer les compétences des travailleurs sur les techniques de construction durable ;
- Accompagner la mise en place d'une législation sur la construction durable.



Titre	Matériaux locaux et éco architecture en Mauritanie, état de lieux et perspectives dans le cadre d'une transition verte. Migration, environnement et développement local.
ISBN	
Date	Janvier, 2013
Type	Étude de recherche
Lieu	Mauritanie
État de lieu	En cours
Pays impliqués	Mauritanie
Partenaires	Direction de l'insertion, Direction de l'Habitat
Antécédents, contexte	
Objectif global	Etat des lieux du secteur de l'éco construction en Mauritanie (identification des initiatives existantes, les principaux acteurs, les politiques et les normes autour du secteur et le lien entre l'éco construction, l'Emploi des jeunes).
Objectifs spécifiques	1. Analyser à une échelle technique approfondie les principales faiblesses, menaces, forces et opportunités du secteur pour comprendre et identifier ces limites, notamment, les problèmes de l'assurance de certification de matériaux, le manque de formation, la petite taille du marché. 2. Identifier des matériaux porteurs, en faisant une analyse tout au long de la chaîne de valeur (approche durabilité / Analyse du cycle de vie), à travers l'identification des matériaux locaux porteurs, du taux de production de ces matériaux et de la ressource et la stratégie pour développer ce secteur. 3. Estimer de façon quantitative le nombre total de emplois qui pourraient être créés par le développement du secteur (approche HIMO); 4. Suggérer un cadre institutionnel adéquat qui dynamisera l'ultérieure mise en action d'une initiative pilote et d'un éventuel programme pour la promotion de l'emploi vert lié à la construction durable en Mauritanie.

Approche méthodologique	Étude basée sur la recherche bibliographique, des entretiens semi directif avec les principaux acteurs du secteur (Ministère, ONG, administration centrale, architectes, groupement professionnels, ONG,), des visites d'exploitations et de centres de formation
Nombre d'experts consultés	36 experts de 22 structures du gouvernement de la Mauritanie, des employeurs, des syndicats, de centres de recherche et la société civile.
Institutions consultées	Ministère du Pétrole, de l'Energie, et des Mines ; Société Nationale industrielles et Minières ; Agence Mauritanienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt public pour l'Emploi ; Chambre de Commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie ; ISKANE ; ETR-LM ex Programme de promotion de la pierre taillée. Office Nationale de la Statistique ; Direction de la Normalisation et de la promotion de la qualité ; Direction de l'Habitat ; Ordre des architectes ; Communauté Urbaine de Nouakchott ; Omrane Mauritanie ; Fédération Prestation de service secteur Informelle ; Fédération nationale des travaux publique ; Laboratoire National des Travaux Publique ; Ecole Nationale de Génie Civil ; Mutuelle de Promotion des petites entreprises et Moyennes entreprises ; Institut Supérieur d'Enseignement Technologique ; Habitafrica ; Lycée de Formation technique professionnelle industrielle de Nouakchott ; Centre supérieur d'enseignement technique ;
Résultats	1. Rapport analytique 2. Fiches des matériaux porteurs • Terre • Pierre • Gypse • Typha 3. Note conceptuelle

ANNEXE 1

PROGRAMME UTILISÉ LORS DE LA SEMAINE DU BIT

LA SEMAINE DU BIT

LE GOUVERNEMENT DE LA MAURITANIE ET LE BIT AU SERVICE DE L'EMPLOI DES JEUNES AVEC L'APPUI DE L'AECID

Du 21 AU 26 JUIN 2013

Bureau
international
du Travail

Un travail de fond sur l'emploi des jeunes et l'employabilité

Le Bureau international du Travail (BIT) en collaboration avec le Ministère délégué auprès du Ministre d'État à l'Éducation Nationale, chargé de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et des Technologies Nouvelles, notamment la Direction de l'Insertion, travaille depuis deux ans sur des actions concrètes favorisant l'emploi décent et productif des jeunes en Mauritanie. Ce travail amorce la mise en œuvre du Programme de Promotion du Travail Décent (PPTD). Aujourd'hui, plusieurs outils pratiques ont vu le jour et une dynamique a été amorcée auprès de tous les acteurs de l'emploi et de la formation pour assurer le succès des objectifs que les acteurs se sont fixés pour améliorer le travail de la jeunesse en Mauritanie.

L'emploi décent s'appuie sur une stratégie de développement centrée sur l'emploi, la mise en place de filets sociaux de protection, de transferts sociaux et qui s'efforce de modifier les pratiques, les institutions et la législation qui perpétuent et amplifient la pauvreté.

Pourquoi une semaine sur l'emploi et du BIT

Il s'agit de mettre en valeur les actions du gouvernement mauritanien et du BIT avec l'appui de la coopération espagnole pour faire un plaidoyer sur la problématique de l'emploi des jeunes en montrant des bonnes pratiques.

Un travail multiniveau pour créer des alliances pour l'emploi

Niveau Macro	Appui à la formulation des politiques
Niveau Meso	Études et connaissance de la réalité du pays
Niveau Micro	Outils de promotion de l'emploi

Le résultat attendu est la création d'alliances à chacun de ces niveaux pour favoriser la création d'emploi.

Des messages clefs pour la Mauritanie pour avancer dans la mobilisation de ressources permettant d'engager des nouvelles actions en partant des résultats atteints.

ETD/BP - Dakar de l'OIT

Promouvoir l'emploi productif et le travail décent des jeunes en Mauritanie

LA SEMAINE DU BIT

Les politiques de l'emploi

Le BIT avance dans la formulation d'une nouvelle stratégie pour l'emploi à la demande du gouvernement du pays. Par ailleurs, le Programme Pays pour la Promotion du Travail Décent signé en 2012 est en cours d'exécution.



Le BIT et la Mauritanie disposent d'un accord cadre, le PPTD signé en novembre 2012 et axé sur les priorités du pays.

Le BIT est un partenaire stratégique du gouvernement de la Mauritanie pour l'emploi.

Une nouvelle stratégie pour l'emploi est en cours de formulation et sera une pièce fondamentale dans la mise en œuvre des politiques de promotion de l'emploi.

Employabilité

Une méthodologie pour l'employabilité a été développée en collaboration avec la Direction de l'Insertion, pour faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes Mauritaniens et pour renforcer les capacités des institutions en charge de cette problématique telles que l'ANAPEJ, Cap Insertion, les centres de formation, les syndicats...



L'orientation socioprofessionnelle facilite l'entrée des jeunes Mauritaniens dans le marché de l'emploi.

La méthodologie de l'employabilité développée dans le cadre de ce programme facilite le travail des structures nationales en charge de l'emploi des jeunes et donne une visibilité aux professionnels.

Le jeune doit être l'acteur de la construction de son parcours et faire siens les outils mis en place pour lui.



ETD/BP - Dakar de l'OIT
Promouvoir l'emploi productif et le travail décent des jeunes en Mauritanie

Du 20 AU 26 JUIN 2013

Éducation Financière

Le gouvernement mauritanien et le BIT ont développé un programme d'éducation financière permettant de faciliter la culture financière en général et la gestion de l'économie familiale. Ces programmes sont des outils concrets pour faciliter l'inclusion financière des jeunes.



L'inclusion financière est un outil nécessaire pour le travail décent avec les jeunes.

L'éducation financière facilite l'épargne et le développement des projets personnels.

Les institutions financières doivent être au service de l'emploi des jeunes.

Emplois verts

Le gouvernement mauritanien et le BIT ont lancé un processus d'identification des niches d'emplois décents verts et des besoins en formation professionnelle pour anticiper la demande des entreprises dans ces secteurs.



L'environnement est une source d'emploi décent.

Les emplois verts sont une opportunité pour la création de nouvelles filières en Mauritanie pour un développement durable, notamment dans l'écoconstruction, les énergies renouvelables, et l'agriculture biologique.

L'employabilité verte et les possibilités de formation sont disponibles d'ores et déjà grâce au BIT.

Communication transversale

La communication est un élément fondamental pour favoriser la participation des jeunes dans les programmes de promotion de l'emploi.



ETD/BP - Dakar de l'OIT
Promouvoir l'emploi productif et le travail décent des jeunes en Mauritanie

LA SEMAINE DU BIT

Une stratégie de communication intégrée



Pour maximiser la capacité de mobilisation autour de l’emploi, une stratégie de communication sera menée et permettra de présenter le travail dans chacune des thématiques lors de la semaine du BIT : PPTD, résultats de l’Enquête de référence sur l’emploi, employabilité, emplois verts et éducation financière.

Le rap et la musique en général sont devenus des moyens privilégiés pour les jeunes pour exprimer leurs démarches vers l’emploi. La participation des jeunes et la présentation des messages clés sont un moment essentiel pour le BIT.

Les morceaux de rap créés comme support de sensibilisation par des jeunes mauritaniens seront présentés lors de deux concerts le 20 et le 25 juin.

Cette présentation se fera de la façon suivante :

1. Des messages clés du BIT seront visibles sur tous les supports (affiches, programmes et banderoles) avec la diffusion d’un spot animé avec les messages clé durant la Soirée d’ouverture le 20 juin avec Sniper / Institut Français de Mauritanie et à la clôture du festival au stade de Basra. (IFM)
2. Des concerts des jeunes sur l’employabilité et l’éducation financière. Les jeunes présenteront leur travail au cours des différentes séances publiques.
 - 21 Juin, à Darnaim ou Teyarett, deux quartiers de Nouakchott.
 - Le 25 Juin, soirée de clôture au Stade de Basra.



Tente de sensibilisation pour les jeunes

Le BIT disposera d’une tente pour réaliser des causeries autour des messages d’employabilité et d’éducation financière. Des discussions seront tenues et animées par les partenaires du réseau des jeunes.

Emissions radios sur l’emploi

Des émissions spécifiques seront réalisées avec eux lors des journées de sensibilisation sur les thématiques de l’employabilité, l’inclusion financière et les emplois verts pendant toute la durée de la « semaine du BIT ».



ETD/BP - Dakar de l’OIT
Promouvoir l’emploi productif et le travail décent des jeunes en Mauritanie



Projet « promouvoir l'emploi productif et le travail décent des jeunes en Mauritanie »

Bureau international du Travail - 4, Route des Morillons - Genève - Suisse
Tél. : (+41) 22 799 6410 - sfp@ilo.org